

Comité
Fédéral
National

C
F
N

Compte-rendu



UNIS dans la **LUTTE**
DÉTERMINÉS pour
GAGNER



12 et 13 décembre 2023 | Montreuil

SOMMAIRE

3	Accueil des participants
4	Ordre du jour
6	Mardi 12 décembre
7	Rapport d'actualité
10	Débats
19	Résolutions
23	Débats
26	Vie syndicale
29	Débats
33	International
36	Débats
39	Mercredi 13 décembre
40	Lancement 16 ^{ème} congrès
42	Débats
45	Délibérations du CFN
46	Campagne TPE
49	Débats
52	Conclusion
55	Repas fraternel



Ordre du jour

du Comité Fédéral National des 12 et 13 décembre 2023 - Montreuil

Mardi 12 décembre

9H

Accueil

9H30

Début des travaux

Diffusion d'une vidéo fédérale

9h45

Rapport d'actualité (Elodie FERRIER)

10h45

Pause

11h

Reprise des débats

12h30

Repas

14h

Reprise des travaux

Point sur la mise en œuvre des Résolutions (Amel KETFI)

Débat

15h

Pause

15h15

Reprise des Travaux

Point Orga et Vie syndicale (Charles DASSONVILLE)

Débat

16h15

Pause

16h30

Reprise des travaux

Table ronde « International », Solidarité Cuba avec la présence des secrétaires généraux cubains du syndicat Commerce et du syndicat Tourisme

Débat

18h

Fin des travaux

19h

Apéro - Repas -

Soirée fraternelle

Ordre du jour

du Comité Fédéral National des 12 et 13 décembre 2023 - Montreuil

Mercredi 13 décembre

9H

Début des travaux

Lancement du 16^{ème} congrès (Amar LAGHA)

9H45

Pause

10h

Campagne TPE (Stéphane FUSTEC)

11h

Conclusion (Amar LAGHA)

12h

Repas

Comité **C**
Fédéral **F**
National **N**

Fédération
Commerce
Services
la cgt

UNIS dans la **LUTTE**
DÉTERMINÉS pour
GAGNER

12 et 13 décembre 2023 | Montreuil

9H

***Accueil des participants
au Comité Fédéral National (CFN),
remise du matériel***

9H30

***Début des travaux
de la première journée***

***Rapport d'actualité présenté par
Elodie Ferrier, secrétaire fédérale***

Présents à la tribune : Amar Lagha, Élodie Ferrier, Michaël Da Costa, Nathalie Sevilla, Djamel Benotmane

Michaël Da Costa introduit la séance en remerciant les participants pour leur présence, qu'ils soient participants nationaux ou représentants des départements.

Les règles de vie pour ce CFN sont rappelées par Nathalie Sevilla : ponctualité, discrétion, écoute et tolérance lors des débats, participation aux votes, rangement et propreté au moment de quitter la salle.

Elodie Ferrier présente les camarades cubains invités : le secrétaire général sortant du syndicat du Commerce, Pedro Víctor, et le secrétaire général du syndicat du Tourisme, Julio Morales.

Une vidéo récapitulative des actions de la Fédération depuis le dernier CFN est diffusée.

■ Une année anniversaire

Cette année, la Fédération CGT Commerce et Services a 50 ans. Née en avril 1973 à Issy-les-Moulineaux, elle représente de nombreux syndiqués, répartis sur plusieurs branches et conventions collectives, encadrant les activités du commerce, des services, des hôtels cafés restaurants et du particulier employeur.

Hélène Mabilles fut la première Secrétaire Générale de la Fédération (1973-1979) : une femme militante qui, durant 40 ans, a défendu les intérêts des salariés de nos professions. Depuis, cinq Secrétaires Généraux se sont succédés à la tête de la Fédération pour continuer le travail engagé.

D'année en année, la Fédération grandit et prend toute sa place dans les luttes.

Aujourd'hui, forte de ses 45 000 syndiqués, l'un de ses principaux objectifs est de continuer la syndicalisation pour stopper la mise à mal des conquises sociales, et d'être à l'offensive, force de propositions contre les attaques faites aux salariés de nos professions par le gouvernement et le patronat. C'est encore une jeune Fédération, appelée à évoluer et qui continuera à écrire collectivement son histoire.

Ce CFN sera non seulement l'occasion de faire un nouveau point d'étape sur la mise en œuvre des résolutions adoptées lors de notre 15^{ème} congrès fédéral de Marseille mais également, et pour la première fois, il aura la responsabilité de **lancer notre 16^{ème} congrès**, comme le prévoient désormais nos statuts.

En plus de valider le nombre de délégués, les exercices de cotisations retenus et les modalités de prises en charge, cette instance statutaire sera un temps fort de bilan collectif pour ajuster notre activité revendicative au regard de la situation économique et sociale des salariés de nos professions.

Afin d'enrichir les débats, tant en lien avec les résolutions que l'actualité, la Commission Exécutive Fédérale a décidé d'élargir la participation au CFN à tous les DSC/DSN.

■ La situation à l'international : Gaza sous les bombes israéliennes

Après 48 jours de bombardements israéliens, la population de la bande de Gaza a espéré que la trêve qui a duré du 24 novembre au 1^{er} décembre derniers se transforme en cessez-le-feu durable. Mais elle a pris fin et le nombre de morts a continué d'augmenter. Malgré la libération des prisons israéliennes d'une centaine de femmes et de jeunes palestiniens, depuis le 7 octobre, 3 000 nouveaux palestiniens dont 200 mineurs qui ont été emprisonnés par Israël et, parmi eux, du personnel médical.

Nous réaffirmons la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat, le respect des frontières et l'ouverture de négociations sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

■ Une inflation insupportable

Pendant ce temps, en France, le président est toujours aussi déconnecté de la réalité de la vie de ses concitoyens. L'inflation contraint bien des Français à se serrer la ceinture et le nombre de ceux vivant en-dessous du seuil de pauvreté ne cesse d'augmenter. Les prix alimentaires ont progressé de plus de 21 % en deux ans et les salaires ne suivent toujours pas. Un français sur trois déclare ne pas pouvoir manger trois repas par jour. **Résultat** : une baisse de 0,8 % du

pouvoir d'achat des ménages aux deux premiers trimestres 2023.

C'est insupportable pour celles et ceux qui ne vivent que de leur travail. **Ce sont les conséquences des choix politiques du gouvernement Macron.**

La question des salaires doit donc rester notre première revendication, nous devons exiger l'ouverture des NAO dans chaque entreprise.

Il ne faut pas tomber dans le piège du gouvernement avec la prime partage de la valeur, l'encouragement financier à faire des heures supplémentaires ou à monétiser ses jours de RTT...



Nous devons imposer au gouvernement et au patronat notre agenda, au lieu de courir constamment après le SMIC, avec pour conséquences le tassement des grilles. **Exigeons la réouverture immédiate des négociations avec comme condition de départ un SMIC à 2 000 euros.**

Dans nos secteurs la majorité des salariés sont au SMIC alors que les entreprises bénéficient de milliards d'euros d'aides publiques. Continuons de revendiquer le conditionnement des aides de l'État versées aux entreprises, avec des critères vérifiables basés sur **les revalorisations salariales et l'amélioration des conditions de travail.**

■ Des mobilisations nombreuses en 2023

Citons les camarades de Vertbaudet, qui ont obtenu une augmentation générale des salaires pour les ouvriers et employés allant de 14 à 90 € nets mensuels, l'embauche de 30 intérimaires en CDI et le versement d'un 13^{ème} mois.

Bien d'autres luttes ont également été menées durant cette année :

Grand Frais, Castorama, Disney, Cultura, Aldi, Casino Barrière d'Enghien-les-Bains, Sonelog, Truffaut, Primark La Valette et j'en oublie certainement...

Au dernier CFN, nous avons acté un appel à la grève avec une action de 24 heures ce qui s'est traduit, les 7 et 8 décembre 2022, par l'occupation du Carrefour Bercy, de jour comme de nuit. Cette initiative a été un franc succès.

Ensuite, la fédération a impulsé de nouvelles actions « coup de poing ». Le 22 décembre 2022, plus de 300 salariés du commerce et des services CGT ont investi l'emblématique magasin de la Samaritaine. Puis il y a eu l'occupation du Casino Massena, du McDonald's des Champs-Élysées, des Galeries Lafayette et Auchan à la Défense.

Plus récemment, les travailleurs et les travailleuses ont manifesté le 13 octobre puis le 19 octobre devant Bercy pour obtenir des augmentations de salaire et revendiquer une échelle mobile des salaires afin que les salaires et les pensions soient indexés sur l'augmentation des prix. Un grand merci à ceux qui sont ici présents d'avoir contribué à la réussite de ces actions.

En une année, malgré la large contestation qui a conduit dans la rue des millions de salariés pendant six mois, et avec l'utilisation 19 fois de l'article 49.3, le gouvernement passe ses funestes et impopulaires réformes et lois.

Dans ce tumulte à la fois politique et économique, nous, les héritiers d'Ambroise Croizat, nous savons d'où nous venons et surtout où nous ne voulons pas aller.

Seul le rapport de force nous permettra d'obtenir de réelles revalorisations salariales et des nouveaux droits.

■ La lutte pour la représentativité dans les entreprises

La direction fédérale a augmenté le budget des élections professionnelles, pour permettre aux camarades sans droits dans leurs entreprises de réussir ces élections. Des livrets spécifiques « élections professionnelles » ont été mis à disposition de toutes et tous. Vous les retrouverez dans vos pochettes.



Le pôle communication est à disposition pour réaliser avec vous des vidéos, mettre en forme et diffuser, si besoin, vos tracts et profession de foi qui seront visibles sur les réseaux sociaux (Facebook, twitter). Pour la fédération les élections sont primordiales.

Le pôle formation a permis en 2023 de former 533 camarades. Ce sont donc presque 1000 camarades

qui sont venus se former à la Fédération depuis notre dernier congrès.

Le pôle orga a assuré le suivi des élections professionnelles et la campagne de syndicalisation.

Cette campagne a été lancée avec une première journée de déploiement le 4 octobre 2022, à Val d'Europe, où plus de 200 camarades sont allés à la rencontre des salariés du centre commercial et pour la première fois depuis sa création ont pénétré dans la Vallée Village. Une deuxième journée a eu lieu le 22 février 2023 à Reims, au centre commercial Cora Cormontreuil, et le 30 novembre 2023 au centre-ville de Rouen.

Les CEF décentralisées nous aussi ont permis d'effectuer des campagnes de parrainage.

■ 52^{ème} congrès confédéral de la CGT à Clermont-Ferrand en mars 2023

Ce congrès a réuni 942 délégués représentant les syndicats CGT des entreprises et services publics de toute la France, dont environ 70 délégués du Commerce et des Services. Elles et ils ont confronté leurs idées et décidé des orientations pour les trois prochaines années, avant d'élire une nouvelle direction confédérale pour les mettre en œuvre et les appliquer (cf. document d'analyse du 53^{ème} congrès produit par la Fédération).

La nouvelle Commission Exécutive Confédérale à parité est constituée de 66 membres, dont deux du Commerce et des Services. Pour la première fois en 128 ans, la CGT a élu une dirigeante femme comme Secrétaire Générale : **Sophie Binet**.

L'année 2024 s'annonce très active, notamment avec les élections professionnelles dans les Très Petites Entreprises (TPE). Même si la CGT a obtenu de très bons résultats lors du dernier scrutin, il nous faut mener une campagne de grande ampleur.

À quasiment un an de notre prochain congrès, il est plus que temps que nos revendications soient appréhendées, travaillées et partagées par l'ensemble des salariés.

Ancrer la lutte dans nos bases nous permettra de créer le rapport de force dont le gouvernement et le patronat redoutent les effets économiques. ■



Débats



■ Saïd Ahraoui, DSC AutoDistribution

La CGT est arrivée en tête des élections dans mon groupe, avec 30 % de représentativité face à six organisations syndicales (OS) concurrentes dont certaines favorisées par les directions. Je remercie Sylvie Vachoux pour son aide.

Le périmètre de mon groupe étant international, nous nous sommes rapprochés du syndicat FGTB belge.

En 2022, nos NAO ont permis d'obtenir une hausse de 4,5 % des salaires au niveau national (contre 2,8 % en 2021). Nous sommes aussi arrivés en tête chez les cadres et les agents de maîtrise, ce qui va à l'encontre de l'idée que la CGT ne serait forte que chez les ouvriers.

■ Nicolas Euzenot, DSC Castorama



Bravo pour le discours, je me suis reconnu quand tu as parlé des luttes Castorama. Nous avons fait comme à Carrefour Bercy dans une dizaine de magasins entre janvier et avril. On a fait du « Casto-bashing », de la mauvaise presse pour les attaquer et obtenir des augmentations de salaires. Mais la direction ne nous a pas donné un centime. Dans notre enseigne, ce type de mobilisation ne fait plus bouger les dirigeants. Qu'en pense la Fédération ?

Cela dit, aux élections, nous avons progressé de 3 % malgré le soutien du patronat à la CFE-CGC et à la CFDT.

■ Khalid El Amraoui, DS Europrotection Surveillance

Il y a toujours beaucoup de cheveux blancs dans cette assistance, comme l'année dernière...

Plus sérieusement, je suis fier d'appartenir à la CGT, 2023 a été ma meilleure année en tant que militant. Nulle part chez les concurrents on ne trouve une telle organisation. La mobilisation contre la réforme des retraites restera dans les mémoires.

Nos efforts portent leurs fruits : nous avons atteint 60 % de représentation syndicale aux dernières élections.

Pour me réconcilier avec la salle, je terminerai en disant que « plus le gingembre est vieux, plus il est piquant ». Camarades, restez piquants !

■ Ratiba Hamache, membre de la CEF

Merci à notre Fédération d'être mobilisée et présente dans toutes les luttes. Nous sommes une famille et restons soudés, aucun autre syndicat ne peut égaler ça. Je ne remerciais jamais assez tous les camarades qui sont venus soutenir ceux d'Habitat. Nous sommes très fiers d'appartenir à cette belle institution.

Hier, tous les magasins Habitat ont fermé, les travailleurs ont fait valoir leur droit de retrait pour danger grave et imminent. Les clients ont été volés par notre patron voyou qui a encaissé 9 millions d'euros de marchandises jamais commandées.

Merci à Damien Condemine qui répond toujours présent pour nous conseiller. Nous sommes convoqués au tribunal vendredi, on verra ce qui nous tombera encore sur la tête.

Mais restons unis, les employeurs nous craignent car nous ne lâchons rien, nous sommes des pit-bulls, même si nous avons parfois des désaccords et c'est normal. Je répondrais au collègue avec un proverbe arabe : « C'est dans les vieilles marmites qu'on fait la bonne soupe ! », donc on est fier d'être vieux !

■ Oumar Sall, DSC ICTS Sûreté aérienne - Air France



Merci à la Fédération qui m'a permis de mieux connaître les formes de lutte. Depuis une année que je suis devenu Secrétaire Général de l'UL d'Orly, 3^{ème} plateforme en nombre d'employés sur l'Île-de-France, toutes les entreprises qui ont déjà fait

leurs élections ont fait de la CGT une OS représentative, souvent en 1^{ère} place : chez Vueling, où la CGT n'avait jamais été représentative, nous sommes aujourd'hui 2^{ème} OS ; chez Air France, nous sommes devenus représentatifs, et 1^{er} chez Aéroports de Paris. La Fédération peut se prévaloir de ces excellents résultats. Rien ne serait possible sans son soutien.

Notre bataille reste la suppression de la certification qui fait des ravages dans notre branche. Tous les 3 ans, il faut la repasser, avec 14 comme note éliminatoire, au lieu de 12 auparavant. Et on parle de passer à 16 ! Deux échecs sont synonymes de chômage, que vont devenir les plus de 50 ans dans ce cas ? Un immigré avec un titre de séjour de moins de cinq ans ne peut obtenir la certification. Au même moment, on nous dit qu'il manque 35 000 agents de Sûreté pour les prochains Jeux Olympiques, on veut donner la carte professionnelle sécurité à des étudiants. Quelle discrimination ! Nous comptons sur la Fédération pour nous aider dans cette bataille.

L'État ne renvoie pas l'ascenseur après l'abnégation dont nous avons fait preuve, notamment pendant le covid où nous avons compté nos morts. Eh bien, nous irons le chercher, cet ascenseur ! À bientôt pour les JO de la Sécurité et de la Sûreté.

■ Bader Maoudj, Secrétaire Général du syndicat départemental Sécurité Sûreté région PACA

Tu n'as pas gagné que sur ta région, Camarade ! L'aéroport de XMarignane a éclaté la CFDT !

Nous ne devons pas différencier **Sécurité** et **Sûreté**.

En restant soudés, nous sommes plus nombreux que les forces de l'ordre. Si demain, nous décidons d'arrêter le travail, aucun magasin n'ouvrira, aucun transport ne circulera, aucune centrale électrique ne fonctionnera.

Énormément de conditions sont nécessaires pour exercer notre métier, (diplôme à passer, savoir s'exprimer, plus de 5 ans de résidence en France...) mais le salaire ne suit pas. On nous dit qu'il a augmenté de 10 % mais c'est sur trois ans, et sans tenir compte de l'inflation.

Lors des attentats au Bataclan, au Stade de France, nous avons aussi eu des morts.

Nous ne sommes pas des vigiles ! On ne surveille pas des sapins de Noël !

Camarades, on compte sur vous pour orienter les travailleurs de la Prévention-Sécurité et Sûreté Aéroportuaire vers nos syndicats. On fera notre travail derrière.

■ Philippe Burkart, DS Métro France



J'ai la boule au ventre aujourd'hui : le 23 septembre, une camarade s'est fait physiquement agresser par son directeur d'établissement. Le patronat ne se contente plus des courriers ou des mises à pied. Le 15 décembre, de 10 heures à midi, nous organisons une mobilisation de soutien à cette camarade dont le mental aussi a pris un coup. Elle a toujours cru aux valeurs de la CGT. Je suis ici pour être son porte-parole.

Depuis deux ans, chez Métro, nous subissons : RCC, APC et GEPPMM. Les conditions de travail sont de plus en plus exécrables et les salariés démotivés. Nous avons beaucoup de démissions, même si la direction dit que le turnover est bon.

Les anciens nous disent que si on touche à un membre de la CGT, on touche à sa famille.

Nous vous invitons à Nanterre, sur l'entrepôt de Métro France, 5 rue des Grands-Prés, pour vous joindre à la mobilisation du 15 décembre.

■ **Michaël Da Costa** : la Fédération sera présente.

■ **Amar Lagha** : On ne peut pas laisser un taulier nous faire peur. Notre soutien sera indéfectible.

Quelques observations pour relancer le débat.

Nous allons tous passer à la moulinette des élections professionnelles dans nos entreprises, et le patronat ne nous fera pas de cadeaux - *heureusement, sinon on changerait de syndicat !* Malgré les coups bas, la CGT conserve ou reprend souvent sa 1^{ère} place, comme aux Galeries Lafayette ou au Printemps. Ces exemples nous donnent envie d'aller au combat.

Camarades de la Sécurité et de la Sûreté, nous sommes tous militants de la CGT avant tout, même si nous avons chacun nos spécificités. Ce sont le patronat et le gouvernement qui nous cloisonnent. Nous-mêmes, nous devons prendre l'habitude de parler d'une seule voix, notre engagement doit être collectif pour avoir de la force.

La ligne de la Fédération n'est pas de faire une trêve pendant les JO. Nous allons nous faire entendre. Il faut se servir de cette fenêtre d'opportunité. Pendant le covid, nous avons recensé nos morts pendant que le patronat recensait ses bénéficiaires. Le patronat recommence en demandant à Macron des salariés disponibles 7 jours /7, 24 heures/24 pendant les JO, ce qui revient à s'asseoir sur nos conquits sociaux et sur le droit du travail. Personne n'empêchera les travailleurs de se mettre en grève, JO ou pas JO.

De l'argent, il y en a dans les grands groupes. Regardez Bompard dans le magazine télé *Cash Investigation* de novembre dernier. Chez Casino c'est pareil : on démantèle ce groupe pour le vendre aux charognards, sans aucun souci de la sauvegarde des emplois.

Le rôle du CFN est d'analyser ce que fait la Fédération, pour dire là où on est bon, là où on doit s'améliorer. Vos interventions peuvent être critiques, sur la formation, la revendication, les actions coups de poing... C'est le but du CFN.

Nos actions ne sont pas « les actions de la Fédération » : elles ont pour but de défendre tous les salariés de nos secteurs. La Fédération les pilote, mais c'est toujours pour qu'on parle de nous tous. Et la lutte paye. Regardez Vertbaudet, Intermarché, Sonelog... Si cela ne marche pas dans votre entreprise, interrogez-vous : est-ce que la majorité des salariés était en grève ? Je ne crois pas à la grève par procuration.

**Une chose est sûre :
on accompagnera tous les mouvements.**

Certains de nos chiffres sont bons, d'autres non. Il faut en parler, nous sommes là pour ça. J'ai du mal à comprendre les camarades qui se présentent sur une liste et rayent certains de ses membres... On perd des voix ! Il faut un débat serein sur ce point.

Notre objectif est d'être 1^{ère} OS, pour porter les revendications des travailleurs à nous seuls. Sinon, on doit discuter avec les autres.

■ Ali Algul, membre de la CEF

Le salaire Bompard, part fixe + part variable, est astronomique et pour nous les travailleurs, il y a à peine une augmentation de 2-3 % ; plus de 300 de nos magasins sont en location-gérance aujourd'hui. Le seul but de cette manœuvre est de se séparer des magasins et des salariés car en général, le repreneur diminue les effectifs de 30 %. C'est un projet déguisé de démantèlement social. Casino vient d'être éclaté, à qui le tour ? Il faut réfléchir à comment lutter ensemble, parce que chacun tout seul dans son magasin, ça ne fonctionne pas.

■ Nawal Bourouis , McDonald's



McDo, c'est plus de 37 000 entreprises en France, 300 000 salariés parmi les plus précaires, des conditions de travail qui se dégradent. Locations-gérançes et franchises existent chez nous depuis très longtemps. Les travailleurs vendus comme des murs par des patrons voyous qui broient les instances représentatives du personnel (IRP).

Dans ma boîte, la CGT est représentative à 100 %. C'est grâce à la Fédération. Ce n'est qu'ensemble qu'on y arrivera.

■ Catherine Lavigne, Mazagran Service

C'est la première fois que je viens à la Fédération. Nous étions 6 sur 1 800 salariés quand on a créé notre petit syndicat à Verdun. C'est difficile de se mobiliser car on a 60 magasins sur 23 régions. Nous avons pris la majorité aux élections, on va pouvoir avancer en CSE mais il n'y a pas de retour en termes de syndicalisation de la part de ceux que nous aidons, et en matière de mobilisation c'est très difficile : si seulement deux personnes font grève, les autres travaillent pour elles, du coup, on n'a aucun impact.

Nous sommes de petits magasins, les travailleurs craignent de perdre leur place.

L'UL et l'UD nous aident mais personne ne viendra faire grève avec nous dans notre magasin.

Nos NAO sont dérisoires : on se bat pour 5 centimes d'augmentation pendant 3 heures.

■ Stéphane Candelier, Carrefour

Au nom du syndicat départemental du Commerce du Doubs, je remercie la Fédération d'être venue à Besançon le 21 juin, pour sa CEF et pour conduire une action en lien avec l'UD, au Casino de Châteaufarine qui venait d'apprendre la vente de ses magasins à Intermarché et le démantèlement auquel on est en train d'assister.

■ Jean-Paul Molderez, Sécurité Carrefour de Montluçon, et représentant du département de l'Allier

Je réponds à Amar qui dit que nous sommes là pour tout nous dire... En 2005, nous avons créé un syndicat Commerce dans l'Allier et en 2019, j'en ai pris le secrétariat. J'ai demandé de l'aide à la Fédération, 8 heures pour être à l'écoute des petits commerces dans l'ensemble du département. On n'a jamais eu de réponse.

En 2018, j'ai subi la mise en location-gérance de mon magasin, et en 2021, j'ai dû faire le choix d'abandonner le syndicat du Commerce et les syndicats en souffrance du département pour me consacrer uniquement à Carrefour. Aujourd'hui on a gagné 4 places sur 5.

Je pense toujours à ceux que j'ai reçus dans mon local à l'UD qui subissaient l'inacceptable de la part de leurs patrons.

La Fédération, c'est bien pour Paris et Montreuil, mais que faites-vous pour les petits départements de Province ? Qu'est-ce qu'on fait avec vous ?

■ Jean-Jacques Liebert, DSC Printemps

Ça fait un moment qu'on n'était pas venus !

Notre groupe a été racheté en 2013 par des Qataris, on voit bien la différence au niveau du respect du droit syndical dans notre entreprise. C'est terrible ce qu'on vit. Nous avons eu droit à un PSE pendant le Covid ! Je remercie tous les camarades CGT du Printemps, présents tous les samedis matin pour réfléchir aux mobilisations. Les magasins du Havre, de Strasbourg et de Porte d'Italie à Paris ont fermé (ou ont été franchisés). On a sauvé des magasins (Cagnes) et les élections sont encore en cours dans beaucoup de magasins, on atteint 48,16 % de représentativité au niveau national, 75 % au Printemps Haussmann, en étant présents dans les trois collèges.

Franchement, on n'a pas eu beaucoup d'aide de la Fédération alors que nous aussi, on doit se déplacer en province. Heureusement que nous sommes un syndicat national très ancien : nous avons pu aller à Cagnes par exemple, qui sont aujourd'hui à 65 % de représentativité.

Même à Paris, on a besoin d'aide de la Fédération, j'espère qu'on sera entendus.

■ Patrick Rouzière, membre de la CEF

Les actions coup de poing ont selon moi un intérêt limité. Quand un camarade est convoqué, être 400 ou 600 pour le soutenir, ou pour revendiquer pour les salaires, c'est important, mais pas pour faire changer la société ou pour faire reculer un passage en location-gérance.

Pour faire aboutir les revendications, il faut des grèves dans les entreprises.

Sur les retraites, la mobilisation a été forte mais beaucoup ont fait grève par procuration via les camarades des secteurs Transports et Chimie. Nos représentants étaient présents, mais a-t-on réussi à mobiliser dans les entreprises ? Non, c'est un échec, et c'est pour ça qu'on a perdu et que la réforme est passée. Les cheminots ne peuvent pas assumer plus de 4 semaines de grèves pour tous les autres.

Il faut un travail de fond dans les entreprises, sur le terrain, pour discuter avec les salariés - *et pas seulement envoyer des mails*. Sur la Palestine, c'est encore plus dur de discuter avec eux, mais il faut le faire, pour aller contre la voix des médias qui dit que les soldats d'Israël se défendent alors qu'ils assassinent depuis des années. Le Hamas pour moi, ce ne sont pas des résistants mais le peuple palestinien oui. C'est toujours le peuple qui souffre. Et il ne s'agit pas d'une guerre de religion mais d'une guerre de pouvoir avec les États-Unis derrière.

■ Rédouane Laribi, DSN BSL Sécurité



Je m'excuse pour mon absence pendant ces derniers mois, j'étais pris par une formation.

À BSL, notre patron n'a plus le temps d'assister aux réunions du CSE. Les élections ont été très difficiles. Merci à Djamel pour son soutien.

Nous avons échoué à Lyon car un « syndicat BSL » a été créé deux semaines avant les élections, alors qu'on se battait déjà contre FO. Les salariés ont gobé les mensonges de ces personnes qui ne sont jamais à leurs côtés en cas de problème.

En concertation avec les camarades, j'ai décidé de défendre les 100 personnes qui ont voté pour nous ; aux autres, je dis « si vous voulez de l'aide, prenez un bulletin d'adhésion ».

Djamel a été menacé, je demande à la Fédération de saisir la centrale FO pour demander à ses membres de se comporter autrement envers les syndicalistes.

■ Coralie Chabrier, DS du groupe l'Eau Vive, et SG du syndicat du Puy-de-Dôme



Je fais écho au camarade du département de l'Allier sur la syndicalisation : c'est par la masse qu'on arrivera à gagner. Notre syndicat fonctionne avec 700 syndiqués.

Je dis ça en étant la seule CGT dans ma boîte de 300 personnes... Mais le travail de terrain paye, quand on est proche de ses collègues. Envoyer un courriel je n'y crois pas. Aller donner un tract et parler, ça oui.

Pour nous, la campagne TPE est un temps fort qui doit durer toute l'année prochaine pour rendre deux fois plus visible la CGT. On ouvrira la campagne dès que la Fédération l'aura fait.

La façon dont s'est déroulé humainement le Congrès Confédéral National sur notre territoire - *je ne parle pas du fond* - nous a choqués. Nous sommes familiers des débats houleux, mais pas du manque de respect entre camarades. On doit retrouver nos valeurs de fraternité sans enfreindre les règles de vie de nos structures.

Et quand il y a un problème, il faut arrêter d'utiliser le mail et prendre son téléphone. En faisant cela, on a toujours eu des réponses de la Fédération. Notre ressenti est que pour notre département, elle n'a jamais rien refusé, sauf sur des cas très particuliers, en motivant bien sa décision que nous partagions.

■ Sébastien Temo, DS Hôtel Bavarez

Je pense pour ma part que les actions « coup de poing » sont fédératrices et qu'elles donnent plus de visibilité à la CGT. Souvent, des camarades adhèrent sur le moment.

Pendant le covid, il y a eu de nombreux PSE dans des entreprises qui recevaient des aides de l'État ou bénéficiaient de prêts garantis, cela n'a pas été assez dénoncé.

Merci à la Fédération pour les formations dispensées, elles sont carrées et bien organisées. Les lois macronistes permettent aux patrons de mettre en difficulté les nouveaux élus. Il faut mettre l'accent sur les formations en droit social.

Sur la syndicalisation, la collègue à raison : il faut un suivi derrière l'adhésion, sinon on ne garde pas les nouveaux venus.

■ Jehoire Merasli, Pimkie

C'est mon premier CFN, je suis ravie d'être là. Mon entreprise a pour actionnaire les Mulliez, nous avons subi un premier PSE en 2018 qui ne nous a pas permis de remonter la pente. Pimkie est la 4^{ème} entreprise française victime de la crise du prêt-à-porter. Nous allons être rachetés par un consortium Lee Cooper France - Kindy. Ce rachat aura des conséquences : 64 suppressions de magasins sont annoncées entre 2023-26, avec 400 suppressions d'emploi à la clé. Les Mulliez vont éponger les dettes, mais après leur départ ? Nos élections de 2023 ont été reportées pour nous permettre de mieux nous occuper du PSE. Nous venons d'apprendre qu'un autre PSE est prévu pour janvier 2024, pour éviter le dépôt de bilan de 54 magasins...

■ Saïd Ahraoui, DSC AutoDistribution

Notre groupe détient Carglass, Auto Distribution AD... Des entreprises au périmètre national et européen, 15 000 salariés. La CGT est 1^{ère} dans le périmètre du groupe, et majoritaire dans 30 entreprises. Il n'y a pas de bons résultats qu'aux Galeries Lafayette !

Comme les autres camarades, j'ai rencontré bien des difficultés dans les négociations de PAP. J'aimerais avoir le point de vue de la Fédération sur la proportionnalité homme/femme.

Il ne faut pas hésiter à se servir de tous les outils du droit à notre disposition.

Comité Fédéral National

Nous avons la majorité dans plusieurs plateformes logistiques, c'est important pour les blocages.

Aux NAO, du fait de l'inflation, nous avons obtenu 4,5% et 1000 euros de prime Macron. Les salariés voient les fruits de la mobilisation CGT.

■ Carlos Madera, RS Toran

Je suis fraîchement élu dans une société où la CGT n'était pas représentée (3 000 salariés, en France et en Belgique), grâce à Djamel qui nous a bien aidés.

On a l'occasion, avec les JO à venir, de se faire écouter. Nous sommes partants pour les actions « coup de poing », et même devant les médias, pour les prendre à leur propre piège. Merci encore à la CGT et à Djamel.

■ Arnaud Vasseur, CGT Steff 95

La formation est très importante pour nos élus. On devrait « cranter » les formations, c'est-à-dire leur donner différents niveaux.

■ Romain Bourel, DSC Pomona SA



Pomona est une holding dans toute sa splendeur. Avec le soutien de ma référente fédérale, nous avons réussi à implanter trois sections CGT en Île-de-France, dont deux sont représentatives depuis.

À Bordeaux, nous avons subi des attaques de la direction, des affichages anonymes. Merci à Brigitte, secrétaire générale locale et à Sylvie Vachoux de la Fédération : nous avons atteint une représentativité à 100 % sur ce site.

Sur la grève des retraites, le combat n'est pas fini chez nous : on continue les journées de grève, en prévenant l'employeur au dernier moment.

Les NAO sont toujours en cours : 3 % d'augmentation nous ont été proposés au démarrage alors que les 10 plus gros salaires ont augmenté de quasiment 100 % ! Pour la première fois, toutes les OS refusent de signer.

■ Jean Pastor, DSC Casino

Notre groupe âgé de 125 ans va mal depuis longtemps, la presse annonce maintenant sa disparition, les concurrents aiguissent leurs dents pour nous racheter. Un financier à la tête d'un groupe, on voit ce que ça donne : c'est la mutualisation des pertes, et la privatisation des richesses.

Les OS sont regroupées en intersyndicale pour faire entendre la voix unique des salariés. Elles ont été entendues par les nouveaux repreneurs, mais tout sera vendu, les hypers, les supers, les entrepôts, le siège, rien n'y échappera.

L'intersyndicale a organisé une action le 5 décembre et d'autres dates sont prévues, les 17, 21 et 22 décembre, et en janvier.

La Grande Distribution est en pleine mutation mais cela ne doit pas se faire sur le dos des salariés. Merci à la Fédération pour son soutien, et aux camarades d'Auchan qui nous ont apporté leurs conseils. On compte sur le soutien de toute la CGT.

■ Ali Dekali, membre de la CEF

Casino va mal, et nous l'avons appris par la presse. 22 000 salariés sont concernés par cette casse sociale. Ils n'ont pas à payer les choix de la direction. La participation à l'intersyndicale est compliquée mais nous envisageons des actions, le 22 décembre au niveau des entrepôts d'Aix, le 23 dans les magasins.

Dans mon magasin, 96 % des salariés vont suivre. La Fédération nous soutient. L'interpro, c'est important, je lance un appel à tous les camarades de la région PACA.

■ Delphine Flécheux, DSN Flunch

Les élections professionnelles viennent de se terminer, elles ont été très difficiles, la direction étant de mèche avec la CFDT et FO, et allant jusqu'à influencer les directeurs de restaurants. Le PSE de 2021 nous a fait perdre beaucoup de restaurants pour les élections. Mais nous arrivons à 30 % de représentativité. Merci à la Fédération, particulièrement à Charles et Soumaya pour leur aide dans la préparation des élections.

Retour au front en janvier pour les NAO, afin d'augmenter les salaires, d'obtenir un vrai 13^{ème} mois et d'améliorer les conditions de travail des salariés. La CGT va se battre pour limiter la casse liée à l'annulation du temps de travail que la direction nous a imposée avec la collaboration de la CFDT et de FO.

Chez Flunch aussi, deux salariés ont été agressés. Nous serons à Nanterre le vendredi 15 décembre pour soutenir la camarade de Métro.

■ Sylvain Amrate, DSN Thiriet

Le rapport d'activité évoque 1000 syndicalistes formés mais beaucoup de camarades ne le sont pas encore, alors qu'ils exercent des responsabilités, pour négocier les NAO, les PSE ...

Les formations CSE proposées par les patrons font concurrence.

Les JO : il va falloir s'en saisir, c'est notre moyen de pression.

■ Marc Pietrosino, DSC FNAC Relay et SG d'une UL à Marseille



Dans deux sociétés de la FNAC, nous finissons premiers, en augmentation de cinq points. Nous sommes la seule OS à être représentative dans toutes les sociétés FNAC, même au siège où il y a 80 % d'agents de maîtrise et de cadres.

La difficulté est de traduire ces corps électoraux en mobilisations. Nous essayons de ne pas être prisonniers du calendrier patronal, et de faire comprendre que les NAO, c'est un engagement pendant toute l'année, pas seulement lors de deux ou trois réunions.

Les IRP, c'est important, mais le syndicat encore plus, c'est là qu'on construit les revendications et qu'on réussit à arracher des choses.

Sur les retraites, le mouvement a été fort mais pas assez pour être entendu par le gouvernement. Il faut être capable de reconduire les actions pour toucher au portefeuille des patrons et faire face à des élus qui ne sont plus des politiques mais des suppôts du capital. Au sein de l'UL, le Commerce

est assez bien arrivé à mettre des camarades dans la rue.

La syndicalisation doit être au cœur de nos actions, et il faut la rendre plus facile. Un camarade du Commerce qui prend des responsabilités en UL devrait avoir un stage de formation à CoGÉTise et à CoGiTiel. Sans une orga forte, on n'arrivera pas à mener les luttes.

Nous sommes attaqués de toutes parts en ce moment. Il faut renouer avec notre histoire et porter des projets alternatifs qui donnent de l'espoir aux salariés, pour aller contre le pessimisme ambiant et aller jusqu'à la gagne.

■ Brigitte Couderc, membre de la CEF

Sur les retraites, on n'a pas gagné mais on a gagné plein de choses à côté : beaucoup de salariés se sont intéressés à la CGT. Il y a eu un bond des syndicalisations à Bordeaux, et ce doit être général en France.

Nous n'avons pas gagné mais, eux, ils ont triché, ce gouvernement était prêt à tout pour que ça passe.

Il faut arrêter de malmener notre OS. Si nous, nous ne l'aimons pas, si nous ne prenons pas soin les uns des autres, en faisant vivre la démocratie en notre sein, comment donner envie d'y entrer ? La syndicalisation passe aussi par l'accueil des nouveaux venus, avec leurs différences.

La CGT a gagné du crédit. Si on marie cela avec le boulot des copains dans les boîtes, nous aurons de bons résultats sur les élections professionnelles.

Les copains de SDNH [*Société Des Nouveaux Hypermarchés*] ont fait un boulot de dingue, à Lesparre, ils ont tous les sièges du CSE. Il faut le mettre en avant. Faire ces bilans ne permet pas d'avaler la pilule sur les retraites mais de voir aussi le positif qu'on peut tirer de ce mouvement et de ceux à venir.

■ Réponses d'Amar Lagha, secrétaire général de la Fédération CGT Commerce et Services

Sur les retraites, je ne pense pas qu'on ait perdu, car on était dans la rue. Le projet n'est passé qu'avec le 49.3 et le nombre d'adhésions a battu des records dans cette période. Tous les sondages ont mis notre OS comme l'une de celles ayant un contrepouvoir face à ce gouvernement.

Concernant nos mobilisations, nous devons tirer le bilan en interne. Oui, certains secteurs sont plus visibles : quand un train s'arrête tout le monde en parle, ce n'est pas pareil dans la parfumerie. Et pourtant, il y a des luttes partout.

La Fédération n'a que 50 ans d'existence. Elle est la plus jeune. Soyons fiers de ce que nous avons construit collectivement. Aujourd'hui, nous pesons dans le débat, nous avons notre mot à dire dans l'organisation, n'en déplaise à certains. Et c'est grâce aux camarades dans les territoires.

Inviter les DSC et le DSN au CFN est un choix politique. Nous sommes la seule fédération à organiser des CEF décentralisés et des actions dans les territoires. Le camarade du Doubs est ravi que nous soyons venus, mais il faut en tirer le bilan : y a-t-il eu un développement positif après notre passage ?

Nous sommes aussi la seule Fédération à structurer nos campagnes de syndicalisation en sept grandes régions, et à organiser des formations dans les territoires, et les résultats sont positifs.

Notre pôle Formation est à la disposition des camarades, les modules sont mis à jour et adaptés en tenant compte des demandes. Selon moi, tous les camarades qui ont des responsabilités doivent faire le niveau 1, c'est le minimum. Il y a quelques années, il était obligatoire d'apprendre les valeurs de base de la CGT en arrivant dans l'organisation.

La question de la vie syndicale n'est pas venue beaucoup dans le débat, c'est dommage. Aujourd'hui, on ne peut pas avoir un débat interne serein. La question « où je suis placé au CSE » l'emporte sur les convictions militantes. Le mandat politiquement le plus important pour moi, c'est celui du Représentant Syndical au CSE. Je fais la différence entre un CSE et un syndicat.

Quand un camarade demande à être sur une liste, il doit au minimum être syndiqué CGT ! C'est un problème qui se traite au quotidien : on n'attend pas les élections pour préparer les listes. Le « 1+1 », c'est tous les jours qu'on doit le faire. Et il faut aussi assumer d'aller chercher les 2e et 3e collègues.

Les actions « coup de poing » ne s'opposent pas aux actions en entreprise. Elles visent à nous donner de la visibilité en ciblant des lieux emblématiques. Faire fermer la Samaritaine une journée a été un kif personnel

pour moi, je l'avoue. On pourrait y retourner bientôt, il faudra en discuter avec le syndicat.

La Fédération est seulement composée de 60 personnes issues des territoires et entreprises. Elle ne peut pas tout faire. En revanche, elle doit être solidaire avec tous ceux qui luttent.

Sur les rencontres avec les UD concernant les projets de détachement, je ne sais pas ce qui s'est passé dans l'Allier. Avec grand plaisir pour en discuter si on prend contact avec nous. Depuis qu'on est arrivés, nous avons détaché plus de 30 camarades dans les UD pour animer le Commerce et les Services.

Mais attention : je refuse que nous soyons une organisation de syndicalisme professionnel. Il faut un projet politique validé par la cellule de l'UD qui choisit le ou la camarade, le propose à la CEF pour valider le projet.

Au camarade du Printemps, je dis que la Fédération appartient à toutes et tous, et que je suis ravi qu'il soit là aujourd'hui. On peut avoir des divergences, on en a tous dans nos familles... Mais on sait qu'on reste une famille. Dès qu'une décision est votée en AG, ce doit être la fin des divergences. Je rappelle la formule de Bernard Thibault : « Quand deux camarades ne se serrent plus la main, le patron, lui, se frotte les mains ».

Ouvrons le débat : selon moi, un DSC ou un DSN doit porter les revendications de l'entreprise, et non des revendications personnelles, c'est le mandat qui lui a été confié. Retirer ou refuser un mandat à un camarade ne se fait jamais avec plaisir, mais il faut assumer les décisions collectivement, correspondant au mandat qui a été confié.

Concernant les syndicats nationaux, ils ne sont pas suffisamment dans la proximité, le dernier congrès a tranché contre leur existence. Mais si le prochain les valide, on en fera. Depuis deux ans, le pôle orga ne chôme pas.

Philippe, le communiqué pour mobiliser pour la camarade de Métro agressée part cet après-midi.



Résolutions

14H

***Reprise des travaux
de la première journée***

***Point sur la mise en œuvre
des résolutions,
présenté par Amel Ketfi,
secrétaire fédérale***

Présents à la tribune : Grégory Cipriano, Nadia Mimoun, Amel Ketfi, Christian Alia, Amar Lagha.

Grégory Cipriano préside et introduit la séance.

Le pôle revendicatif a pour mission de produire du matériel et d'outiller les militants dans leur activité revendicative au quotidien mais aussi de mettre en œuvre les résolutions du dernier congrès. En voici un résumé.

■ **Résolution 1 :**

Exigeons de nouveaux droits pour un avenir meilleur, adoptée à 96,96%, avec trois points abordés : l'emploi et les conditions de travail ; la communauté de travail ; le regroupement des conventions collectives nationales (CCN).

Initiée bien avant le covid, cette résolution abordait déjà dans son premier point l'accélération du recours aux nouvelles technologies à la main du patronat dans les entreprises et ses effets en termes de désorganisation du travail :

- intensification du travail, nuisible à la santé des travailleurs ;
- généralisation des horaires décalés, du travail des jours fériés, des dimanches, à des secteurs qui ne le nécessitent pas du tout ;
- recours aux nouvelles formes de statuts des travailleurs sous statut d'autoentrepreneurs, ce qu'on regroupe sous l'appellation de l'ubérisation du travail, causant un dumping social, précarisant encore davantage les emplois et provoquant l'éclatement des communautés de travail.

Dans le second point de cette résolution est abordé le développement de la sous-traitance, véritable fléau qui fragilise les travailleurs en les livrant aux lois du marché et aux différents rachats d'entreprises. On a tous en tête les entreprises de sécurité privée ou de nettoyage. La franchise et la location-gérance, autre fléau pour la classe travailleuse dans nos secteurs, sont davantage développées dans la seconde résolution.

Troisième point, enfin : le dumping social qui découle de la multitude des CCN crée un nivellement par le bas. Elles ne constituent plus, et encore moins depuis l'inversion de la hiérarchie des normes, un socle de garanties commun pour tous les travailleurs.

La Fédération apporte des revendications concrètes pour combattre ces déstructurations et ces remises en cause :

- opposition à tout ce qui ressemble de loin ou de près à du travail nocturne évidemment pour les secteurs où il n'y a aucune nécessité ;
- opposition au travail du dimanche qui détruit les liens sociaux et s'inscrit clairement dans un modèle sociétal que notre organisation rejette, non par

dogmatisme mais parce que nous aspirons à une société qui laisse du temps à autre chose que le travail ;

- sécurisation des parcours professionnels en prônant l'internalisation des métiers de sécurité privée, de nettoyage etc. pour réinstaurer une vraie unité des travailleurs ;
- obtention d'une sécurité sociale pour les travailleurs dits « indépendants » (qui ne le sont pas du tout en réalité) à la charge des entreprises utilisatrices en vertu de leur responsabilité sociale.

En filigrane, le regroupement de nos secteurs en 3 branches (commerce, services et HCR) doit nous permettre de coordonner nos luttes et d'harmoniser nos droits et conquises sociaux, par le haut évidemment.

Vous retrouverez tous les détails dans le compte rendu du congrès que vous avez dans vos sacs. Je ne développe pas nos autres revendications (32 heures, SMIC à 2000 €, retraite à taux plein à 60 ans...).

Cette résolution a déjà fait l'objet de deux journées d'études avec la production de deux livrets sur les thèmes des nouvelles technologies et des communautés de travail.

■ **Résolution 2 :**

Engagés et déterminés pour la conquête de nouveaux droits, adoptée à 95,06 %, avec deux points abordés : comment redonner du sens au travail et l'harmonisation et la conquête de droits.

La période covid a permis aux employeurs de mettre en place de manière assez brutale et accélérée des réorganisations du travail qu'ils tentent désormais de pérenniser. Sous couvert de se conformer à de prétendus changements de consommation des clients, le plus souvent en anticipant des besoins non existants, les travailleurs se sont vus imposer et cumuler des tâches et missions loin de leurs fiches de poste, des horaires à la carte pour répondre aux flux des clientèles (l'APLD a bien aidé) sans aucune considération ni pour leur santé ni pour les instances représentatives du personnel (IRP) chargées de défendre leurs intérêts.

Mais le plus inquiétant, c'est la perte du sens de notre travail, de nos métiers. En s'appropriant l'usage des nouvelles technologies, le patronat entend creuser un peu plus les inégalités. La robotisation, les outils



numériques, l'automatisation permettent au patronat de polariser les qualifications. On se retrouve d'un côté avec des métiers dits « hautement qualifiés », en nombre réduits, « mieux rémunérés » mais hautement pressurisés, et de l'autre, en plus grand nombre, payés au rabais, au SMIC, des métiers dits « disqualifiés », ne nécessitant aucune expertise particulière. Ces travailleurs se voient infliger une poly-compétence, polyvalence, poly-activité bref l'exploitation à outrance, pour le même salaire misérable.

Pour obliger le système capitaliste à lâcher prise sur l'organisation du travail, cette résolution proposait de reconquérir notre pouvoir d'agir dans l'entreprise à partir de notre travail. Le robot ne remplacera jamais l'intelligence humaine et le travail humain. Avec l'accélération des nouvelles technologies il nous faut imposer un pouvoir égalitaire entre patron et les IRP dans les prises de décisions notamment quand il s'agit de l'organisation du travail. D'où l'importance, pour nous, CGT :

- **d'anticiper les élections professionnelles** : un guide élections professionnelles a été produit conjointement par les pôles revendicatif/orga/et DLAJ pour vous aider dans ce processus d'élections. Nous devons d'ores et déjà travailler pour les prochaines élections.
- **de former et d'informer nos élus et mandatés**. Le pôle revendicatif, en lien avec le pôle formation, a mis en place des journées à thème permettant d'outiller nos camarades (journée PAP, ATMP, négociation collective...). Différents 4 pages sur les salaires répertorient les minimums de branches en dessous du SMIC après chaque hausse, avec des argumentaires pour dénoncer l'irresponsabilité des organisations patronales dans les branches.

■ **Quand nous parlons de « regroupement des branches »,** le gouvernement parle quant à lui de « restructuration » des branches professionnelles. Il ne s'agit pas uniquement de sémantique. Quand on parle de « restructuration », on devine qu'il y aura de la casse et quelques remises en cause. Nous devons être à l'offensive et anticiper pour ne pas se laisser imposer des normes régressives pour regrouper nos secteurs en trois conventions collectives : Commerce/Services/HCR et Tourisme. À ce propos, les négociateurs ont dû recevoir une invitation pour le 18 janvier prochain.

La multiplication des branches au fil des années (171 aujourd'hui, 49 couvertes par notre Fédération) a fini par diviser un peu plus les salariés en les mettant constamment en concurrence. Pour un même secteur, on constate des disparités énormes, les garanties allant du médiocre à l'épouvantable. Nous devons prendre les devants et faire des propositions. Aucun travailleur, y compris dans les nouveaux

métiers qui apparaissent, ne doit être exclu des garanties et protections que doivent porter les CCN. Or, aujourd'hui ni l'expérience, ni la formation professionnelle pourtant obligatoire tout au long de la vie, ni l'expérience professionnelle acquise dans un secteur avant l'embauche ne sont reconnues et valorisées, en termes de salaires j'entends.

La seconde partie de cette résolution objective un principe et des critères ouvrant droit automatiquement à une majoration du salaire, présents à terme, dans les CCN des trois branches vers lesquelles nous souhaitons aller :

- **2000 € d'entrée de grille** sans aucune autre condition.
- **trois critères communs à toutes les branches**, éventuellement cumulables, ouvrant droit à une majoration :
 - ◇ **la formation initiale** (diplômes ou certifications acquis avant l'embauche),
 - ◇ **la formation continue** (diplômes ou certifications acquis pendant le parcours professionnel, à l'initiative de l'employeur ou du salarié),
 - ◇ **l'expérience professionnelle** dans le secteur, qui doit être reconnue quand un salarié quitte une enseigne pour une autre d'un même secteur.

Vous avez tous en tête le **nouveau statut du travail salarié**, qui doit permettre à chaque salarié, de la sortie du système scolaire à la fin de sa carrière professionnelle, de disposer d'un certain nombre de droits cumulatifs et progressifs, transférables d'une entreprise à l'autre, d'une branche à l'autre, opposables à tout employeur. La question est de savoir comment on le décline dans nos branches, comment on le met en œuvre.

La Fédération revendique un quatrième facteur objectif, **celui de la pénibilité et des contraintes propres à chaque secteur**.

- **Pour les HCR / Tourisme**, c'est la cadence et le rythme journalier du travail, les horaires de nuit, du dimanche non majoré, des fériés travaillés, les coupures, les conditions de travail... Ce secteur est déserté par les salariés et les employeurs se demandent encore aujourd'hui pourquoi !
- **Pour le Commerce**, c'est la robotisation et la poly-compétence qui enferment les salariés dans les bas salaires tout en les surchargeant de tâches supplémentaires. Pour notre Fédération, chaque mission supplémentaire doit donner lieu à une valorisation du salaire, et on doit parler de qualification supplémentaire et non de compétence. C'est également une manière de rendre la poly-compétence de plus en plus coûteuse et inciter à embaucher.
- **Pour les Services**, secteur qui cumule les contraintes, il s'agit de la précarisation de l'emploi due aux transferts de marché, à la mobilité

extrême d'un site à un autre et d'un client à un autre (SAP en particulier). Il s'agit pour ce secteur de prendre en compte et valoriser non seulement l'instabilité de leur emploi mais également les temps perdus et non rémunérés quand ils et elles se déplacent d'un client à un autre.

Le pôle revendicatif travaille encore sur un outil commun qui intégrerait tous les coefficients multiplicateurs et que tout le monde pourra utiliser lors des négociations dans les branches et les entreprises.

La période se prête fortement à parler de hausse de salaires. Le contexte inflationniste appauvrit les travailleurs et ils en ont marre. Les nouvelles technologies, les nouveaux métiers, les réorganisations du travail, la robotisation nous devons nous en emparer pour les mettre au profit des travailleurs, redonner du sens aux métiers, et surtout les valoriser. Nous en sommes convaincus entre nous mais il reste à convaincre non pas l'employeur, qui comprend très bien les enjeux et reste dans la recherche du maintien de ses profits, mais des autres organisations syndicales (OS) qui peuvent porter des orientations très éloignées des nôtres. Je reviens à ce titre sur l'importance de la formation et de l'information que nous devons diffuser dans les entreprises pour convaincre et rallier le plus grand nombre à nos projets.

■ **Dernier point très important :** la lutte contre le développement de la franchise et de la location-gérance, dispositifs légaux qui permettent la destruction non seulement des communautés de travail mais surtout des conquies et des emplois.

Dans la restauration rapide, notamment, ces dispositifs étaient déjà des procédés économiques répandus et défavorables aux travailleurs socialement parlant. À présent, ils touchent la Grande Distribution et constituent une arme de destruction massive des emplois, des conquies et de la santé des travailleurs. Les grands patrons transfèrent ainsi la responsabilité des licenciements aux locataires gérants et s'exonèrent de PSE lourds à assumer aux yeux du grand public et surtout des actionnaires. Je vous invite, si ce n'est déjà fait, à regarder l'émission de Cash Investigation du 16 novembre dernier sur Carrefour.

Nous devons imposer une responsabilité sociale au franchiseur, la maison mère, qui devrait à son tour

l'imposer aux franchisés ou aux locataires gérants. Je remercie les camarades des syndicats de Carrefour pour leur contribution sur laquelle le pôle travail encore.

En plus de la location-gérance et de la franchise, il existe malheureusement énormément d'autres procédures légales qui permettent à des charognards de s'emparer d'entreprises, souvent en difficultés mais pas toujours, pour les saigner et les jeter en sacrifiant au passage des milliers de salariés. Le tout sous l'œil bienveillant et inerte de Bercy et du gouvernement.

L'affaire Michel Ohayon, ça vous parle ? Cet escroc a liquidé Camaïeu, vendu Go Sport et mis aujourd'hui en péril les milliers de salariés d'une vingtaine de magasins Galeries Lafayette et La Grande Récré, entre autres sans être le moins du monde inquiété. Et les exemples semblables sont nombreux : Casino qui cherche à céder tous ses magasins, Habitat en passe d'être en liquidation judiciaire, les enseignes de l'habillement, secteur sinistré...

La Fédération a donc décidé de porter un projet ambitieux pour stopper ces destructions à grande échelle et à responsabiliser pénalement les auteurs donc les patrons. Le pôle revendicatif et le pôle juridique travaillent en ce moment sur un projet de loi de grande envergure qu'on espère faire aboutir d'ici le prochain congrès. ■



Débats



■ Muriel Woldrich, DSC Kiabi



Avec les structures éclatées partout, organiser les élections n'est pas évident. Comment aller à la fois aller chercher de nouvelles recrues pour renouveler nos troupes et garder les anciens pour garantir la continuité de nos actions ? Serait-il possible d'envisager un Statut des syndiqués, pour qu'ils puissent garder le suivi de leurs cotisations quand ils changent d'entreprise ?

Concernant la formation, imposer le niveau 1 à tous me semble très bien. Mais certains collègues ne trouvent pas de formation du fait du manque de formateur dans les UL et UD.

J'invite tous les camarades à suivre la formation « délégué syndical » pour savoir calculer la représentativité, construire une liste... et éviter de se faire attaquer par les autres OS. Nous devrions tous avoir 18 jours de formations et non 12, car de fait nous avons tous des mandats.

Enfin, nous devrions pouvoir mieux savoir qui sont nos syndiqués Commerce et Services dans les UL, et où vont nos cotisations grâce à CoGiTiel et CoGéTise. Il faudrait aussi pouvoir prendre en compte les affiliés (indépendants dont on gère les stocks mais pas le magasin). Ils ne font pas partie de notre organisation mais nous avons des liens étroits avec eux, et ils suivent nos formations.

Grégory Cipriano rappelle que les questions Orga et Vie syndicale seront abordées par Charles Dassonville par la suite.

■ Franck Clet, membre de la CEF

Merci, Amel, pour ton rapport et pour le travail du pôle qui fait beaucoup d'effort pour coller aux réalités de nos travailleurs et travailleuses.

Sur les dispositifs légaux qui permettent la destruction du collectif par l'individualisation des droits des travailleurs et de leurs conditions de travail, nous avons notre mot à dire au niveau des branches ou des établissements. Le capitalisme cherche à casser les communautés de travail.

■ Fabien Beiersdorff, membre de la CEF

On en arrive à une déresponsabilisation de l'encadrement : ce sont les algorithmes qui gèrent les plannings et le temps de travail. Les patrons doivent être remis face à leurs responsabilités. Leur objectif n'est plus d'attirer plus de clients mais de réduire les masses salariales et les heures grises dites « planifiées non productives ». Nous devons mieux inclure dans nos revendications cette dégradation concernant les temps de travail et continuer à revendiquer les 32 heures.

■ Ali Dekali, membre de la CEF

Chez Casino, nous avons mis en place les caisses automatiques et la polyvalence à outrance avant tout le monde. Les conditions salariales sont déplorables, cela implique moins de cotisations sociales à payer pour les patrons.

Nous avons eu les premiers retours de la première vague de franchisés, vendus à Intermarché : les indépendants dénoncent les accords d'entreprise qui courent jusqu'à 15 mois. Tous les acquis sociaux sont détricotés, avec la bénédiction des pouvoirs publics. On informe les salariés de leur licenciement par SMS. Il faut contraindre ces repreneurs voyous, comme Michel Ohayon à payer leurs méfaits. On n'en peut plus.

■ Patricia Bordes, DSC Hermione Retail

Nous avons été rachetés en 2018 par Michel Ohayon. Le DSC de Camaïeu nous a informés qu'il y avait de la fraude dans toutes nos entreprises et qu'il fallait déclencher le droit d'alerte dans nos CSE centraux, ce que nous avons fait chez Go Sport et chez nous, Hermione Retail, et nous avons été placés en PSE en février. Nous en sommes à la troisième audience au tribunal de Bordeaux et toujours pas de présentation du plan de continuation. Nous avons eu une réunion informelle avec Sébastien, camarade élu chez TPR, autre groupe racheté par Michel Ohayon. La procédure va continuer indéfiniment. Nos 22 magasins souffrent énormément depuis cinq ans, avec une grosse réduction de la masse salariale. Nous avons rencontré tous les partis politiques de notre département même le parti de Macron, quelle horreur ! Ils font ce qu'ils peuvent. Nous, on n'en peut plus.

■ Ratiba Hamache, membre de la CEF

Mon entreprise aussi risque de disparaître à cause d'un patron voyou et voleur qui adopte des méthodes de truand : il reprend les entreprises en difficulté avec stocks, il fait un bon chiffre d'affaires jusqu'à ce qu'il ne paye plus ses salariés alors qu'il a les fonds pour le faire, et part en laissant l'entreprise en faillite. Il a déjà coulé Orcanta, Lejaby, Polka nous suit... C'est inadmissible que les salariés

trinquent. Nous avons porté plainte auprès du procureur de la République et auprès du président du tribunal de Commerce. On va le poursuivre jusqu'au bout pour banqueroute, merci Damien et la Fédération pour votre aide. Il faut se battre contre cette loi injuste qui permet de couler les boîtes et de les revendre pour un euro.

Réponses d'Amel Kefti

On est attaqué de partout, chacun le dit avec ses mots et son vécu.

En ce moment, on parle beaucoup de Casino mais ce cas ne doit pas masquer les processus planifiés qui visent une augmentation de rentabilité, comme chez Carrefour.

L'intelligence artificielle et les nouvelles technologies vont continuer à prendre de plus en plus de place dans nos métiers. Nous ne sommes pas contre mais nous devons nous en emparer pour ne pas subir cette évolution, ne pas la laisser aux mains des patrons.

Nous avons cette responsabilité d'aller en parler avec les camarades dans les entreprises. Entre nous, nous sommes déjà convaincus.

Les salariés de Camaïeu ont appris leur faillite dans la presse et sont restés à leur poste jusqu'au dernier jour en espérant en retirer quelque récompense du patron... S'agit-il d'une forme de tétanie ou de résilience ? En tant que militants, notre devoir est d'aider à anticiper ce que l'employeur va essayer de nous imposer, grâce à notre culture du débat et à la formation.

La mise en œuvre des résolutions du dernier congrès, c'est la production des outils et des argumentaires à utiliser dans vos entreprises, pour aller parler avec tous les salariés et faire face à toutes les attaques subies en ce moment. Elles recouvrent une grande masse de sujets disparates en apparence mais l'unification de tous les salariés est leur dénominateur commun.

Réponses d'Amar Lagha

Oui, la mise en œuvre des résolutions se traduit par les outils, et le matériel disponible qu'on a produit. Vous le trouvez dans les sacs, sur le site de la Fédération... Il faut s'en saisir : un militant formé est un militant armé.

Jusqu'au dernier jour, les travailleurs de Camaïeu ont essayé de faire du chiffre pour avoir une prime de départ, car c'était une promesse du taulier. On ne doit pas en rire. Ces patrons tirent profit de la misère des gens, pour leur faire croire des mensonges. Nous avons une part de responsabilité collective concernant ce groupe, car nous avons perdu notre

culture du débat en interne. Dans les CSE, nous avons un droit d'alerte qui nous permet de demander le recours d'un conseil pour faire face aux bataillons d'experts qui nous font face. Il faut se parler davantage et ne pas attendre le PSE pour se mobiliser.

J'espère que notre grand projet de loi pour aller contre les patrons charognards sera adopté au prochain congrès car ce sont des montages financiers légaux qui permettent aux grands groupes qui y ont recours de s'enrichir encore plus, alors qu'ils ne sont pas en difficulté. Nous espérons le faire porter par des parlementaires, hors Rassemblement national évidemment.



15H15

***Résolution 3 :
Point Orga et Vie syndicale,***

***présenté par
Charles Dassonville,
secrétaire fédéral***

Présents à la tribune : Grégory Cipriano, Nadia Mimoun, Christian Alia, Amar Lagha.

J'ai modifié mon intervention au vu des discussions et propositions de ce matin et de ce début d'après-midi.

■ Encaissement des cotisations

À ce jour, et uniquement pour 2023, nous avons enregistré sur CoGiTiel 4231 nouvelles adhésions. Ce chiffre extrait du logiciel est certainement inférieur à la réalité. Il faudrait rajouter toutes les adhésions qui n'ont pas encore été enregistrées (certains camarades déposent leurs documents mais doivent attendre plusieurs mois leurs adhésions) et celles qui ne sont pas imputées au secteur du Commerce et des Services mais enregistrés en individuel. Nous devrions donc être plus proches des 8 à 10 000 adhésions en 2023.

À quelques jours de la clôture de l'exercice 2022, et malgré un grand nombre de relances écrites et téléphoniques, nous allons péniblement atteindre les 100 % d'encaissement 2022.

Certains syndicats tardent à payer leurs cotisations. Lors de l'exercice précédent, 7 à 8 syndicats les ont transformées en dons à la CGT et ne sont donc pas adhérents. Certains font bien leurs règlements mais ne vérifient pas s'ils sont versés à la bonne fédération, ou ne réalisent pas que leurs chèques égarés ont été volés...

Nous avons tous une part de responsabilité. Comment peut-on concevoir de ne pas avoir une liste de nos syndiqués à partir de CoGiTiel ? Pour la Grande Distribution, c'est facile, on se constitue en syndicats, mais les salariés des petites boîtes, les individuels, on ne les retrouve pas.

Or, les nouveaux critères de représentativité qui donnent davantage d'importance au nombre de cotisations collectées sur les quatre dernières années et aux résultats électoraux. Si les cotisations ne sont pas réglées, nous risquons de nous faire éjecter. Les patrons viennent de plus en plus nous chercher sur ce critère. Cela vient d'arriver dans un département.

L'orga doit donc être une priorité pour tous les camarades. C'est comme le bilan et la compta : on ne les regarde pas seulement une fois par an. On ne connaît pas nos propres troupes, c'est notre plus grande préoccupation. Et encore plus là où on est isolé. Or l'isolement, c'est la mort du syndicalisme.

J'entends certains dire « ma boîte » mais qui est propriétaire d'une boîte ici ? La seule chose qui nous appartient, c'est la CGT et comment on s'organise pour créer un rapport de force et détruire le capitalisme.

Donc vérifier l'encaissement des cotisations régulièrement, c'est essentiel.

■ La campagne de syndicalisation

La Fédération a lancé une grande campagne de syndicalisation. Elle est à votre disposition pour vous aider, mais ne peut pas la faire à votre place.

Cinq grandes étapes sont prévues en 2024. La première a eu lieu chez Disney. Comme nous étions nombreux, ils nous ont laissés rentrer à la Vallée des marques, une première depuis la création de ce centre commercial. On y a fait beaucoup d'adhésions, malgré le mauvais temps.

Plus récemment, dans le centre-ville de Rouen, l'accueil a été super partout, tout le monde prenait nos tracts, et nous avons fait une quinzaine d'adhésions. Le secrétaire de l'UD a proposé d'organiser lui-même une seconde date et celui de l'UL du Havre nous demandait le soir même quand on viendrait faire la même chose chez lui. À Orléans, l'UD a acté le fait de faire une campagne de syndicalisation en centre-ville.

Dans tous nos départements, on a des centres-villes et on peut démultiplier ce type d'action. Pour certaines fédérations, industrielles par exemple, il est possible d'avoir des départements où elles ne sont pas représentées. Mais pour le Commerce, c'est impossible : il n'y a pas de centre-ville sans commerces !

La prochaine étape de notre campagne est prévue en Nouvelle Aquitaine, et ensuite, nous irons en PACA fin 2024 (hormis le 06 et le 13 où nous sommes déjà allés).

La Fédération va aussi conduire une grande campagne d'affichage dans toute la France. Nous allons lancer les élections avec des actions interpro et multipro, ce n'est pas uniquement la campagne de la Fédération CGT Commerce et Services.

Nous n'utilisons pas encore assez le livret du « 1+1 », or nous sommes tous en mesure de faire adhérer



une personne. Pour atteindre l'objectif des 50 000 adhésions, il faut discuter avec nos collègues de travail. Toutes les adhésions sont bonnes à prendre, dans notre Fédération ou ailleurs, et demandons aux nouveaux adhérents de faire ce « 1+1 ».

Sur le principe acté au congrès fédéral que chaque élu mandaté devait mettre à disposition 10 % de son temps, il est indéniable que tout le monde ne joue pas le jeu. Les DSC, je peux comprendre, mais les autres ? Il faut le faire !

Autre point : depuis ce mandat, nous avons acté par décision fédérale que plus aucun mandat ou désignation fédérale ne serait produit si le camarade n'était pas dans CoGiTiel. Maintenant, tout le monde le fait. On a voulu ensuite vérifier les Cerfa. Comment on fait pour que 100 % des listes soient dans CoGiTiel ? On parle d'être acteurs et décideurs, formés et informés, mais comment faire si les camarades ne sont pas dans CoGiTiel ? Je les appelle les « bons payeurs » : ils payent ! Mais c'est tout, et ça, ça ne va pas durer.

Le collectif élections animé par Soumaya a énormément travaillé sur des demandes spécifiques : Domitys, Flunch, nous ont sollicités et ont eu de super résultats derrière. Idem sur SigRest.

Nous avons mis en place un plan de travail spécifique sur le Commerce de gros où notre représentativité est nulle. Or, ce secteur compte 700 000 salariés, pas loin des effectifs de la Grande Distribution, qui est à 850 000 salariés. Si on y va, c'est le gros lot, car personne n'y est. Il faut réfléchir comment lancer notre activité dans ce secteur.

Cette année, la Fédération a répondu à 461 PAP, plus d'un par jour.

Et cela porte ses fruits : chez Korporate, la CGT a obtenu une représentation à 100 % pour sa première participation ; nous sommes entrés chez Casa avec 70 % pour la CGT ; chez Cora Distribution, la CGT progresse de 19 % pour atteindre 50,39 % ; chez Domitys 48 % ; aux Galeries Lafayette, on récupère la première place avec 43,1 % ; chez TUI, malgré tout ce qu'ils ont subi, 47,7 % ; Auto Distribution 91 %... C'est le travail de tous. Il ne suffit pas d'être fort chez soi, il faut être présent partout (Bernard Thibault).

Nous devons aller au contact de toutes les fédérations. Nous sommes face au problème donneur d'ordre/ sous-traitant. Actuellement se tient le CFN de la fédération Santé. Les entreprises des Services

sont prestataires pour des établissements de santé : nous leur avons proposé de travailler ensemble, en leur donnant des tracts pour qu'ils aillent les distribuer auprès des salariés de nos branches. Il ne faut pas se mettre de barrière. Pareil sur les sites nucléaires : 7 camarades de la Sécurité ont empêché l'ouverture d'un site EDF en solidarité avec les camarades de l'Énergie bloqués par des jaunes.

De cette façon, nous pouvons nous aider les uns les autres. De même entre syndicats d'un même secteur.

Je ne supporte pas qu'on perde les élections parce qu'on a rayé des camarades... Qu'on m'explique ? ! On fait perdre la CGT ! Il y a des entreprises où la CGT perd la première place à cause de ça. Et c'est de plus en plus fréquent. On ne peut pas se le permettre. Une fois qu'on s'est mis d'accord sur la liste, on vote pour la liste, on ne se raye pas entre nous.

■ Structuration

Plusieurs UL nous ont sollicités. J'entends les demandes de détachements... On en a 4-5 tous les trimestres, chaque année la Fédération fait le point, on ne peut pas garantir 100 % de réponses positives. Un détachement c'est un salaire chargé (x2) qui a un coût important pour la Fédération.

Nous devons travailler la présence dans toutes les UL. L'objectif : 96 UD, 96 référents de la Fédé. Cela résout bien des problèmes d'adhésion, de liste etc. Même objectif pour les UL : 800 UL, 800 référents Commerce Services dans 10 ans.

Nous avons maintenu l'équilibre, 14 syndicats d'établissement ont été créés, 3 syndicats de site - là, il reste

beaucoup de travail, 2 syndicats locaux, 6 départementaux et nous avons eu à traiter des syndicats régionaux.

Malheureusement, un syndicat, Auchan Bordeaux a clôturé l'activité, malgré tout le soutien reçu.

Dans les centres commerciaux, il n'est pas logique d'avoir des syndicats séparés : on a besoin d'une communauté de travail, et donc de syndicats de centres commerciaux, comme à la Part-Dieu à Lyon où s'est créée une belle dynamique.

En conclusion : partout où c'est possible évitons l'isolement ; prenons tous l'engagement de vérifier nos états d'orga dans nos territoires pour vérifier qu'on a payé 2022, et faisons des élections professionnelles une priorité collective. ■



Débats



■ Muriel Woldrich, DSC Kiabi

Sur l'entraide, je prendrais l'exemple des intérimaires, qui ne peuvent pas entrer dans leurs boîtes quand ils ont leurs élections, nous pouvons distribuer des tracts pour les aider.

Concernant les élections, d'autres OS ne demandent pas à ce qu'on soit syndiqués chez eux pour être sur leur liste. C'est une cause des défections pour la CGT qui, elle, l'exige. Ceux qui sont partis sur des listes d'autres OS reviennent parfois ensuite nous demander l'aide que nous réservons à nos syndiqués, car on donne des infos aux salariés et d'autres aux syndiqués, ce qui fait parler et attire vers nous. Nous coupons l'accès à ces infos à ceux qui ne se sont détournés de nos listes.

Mon syndicat est régional ; on demande d'aller se syndiquer à l'UL et l'UL appelle après pour que je puisse confirmer s'ils peuvent être sur une liste CGT. Souvent, on ne peut que leur donner l'adresse de l'UL et ensuite, on ne peut plus les suivre, et ils se retrouvent dans des syndicats dans des multipro. Et parfois le ou la camarade est « cannibalisé » par l'UL... Il lui devient difficile de faire son travail syndical au sein de son entreprise. Nous, nous devons donner un temps de délégation aux structures, en général 4 heures, c'est normal, mais certains donnent trop.

Chacun doit pouvoir aller au plus près de là où il travaille, c'est essentiel.

■ Luc Lainé, retraité



Je travaillais dans une petite entreprise d'hôtellerie, à temps partiel et je complétais en étant salarié PAP. Aux dernières élections, on m'a confié le mandat à la CPRIA en Normandie, je représente 7 à 8000 salariés, et siège avec l'UPP. Je termine bientôt mon mandat et suis inquiet pour la suite car nos élections vont se dérouler à nouveau mais on a tendance à se mettre en action seulement à ce moment-là, alors que la mobilisation devrait être permanente.

Fin novembre 2024, les élections TPE doivent être l'affaire de tous. Dans les entreprises de moins de

11 salariés, il est difficile de toucher les salariés, ils viennent souvent en tant qu'isolés dans les UL, et souvent en dernier recours, en cas de licenciement... On arrive alors à les syndiquer, mais cela ne veut pas dire qu'on arrive à les organiser.

■ Benoît Murris, Castorama

Créer des syndicats de proximité départementaux, je comprends le principe mais on se retrouve avec de gros problèmes pour ouvrir un compte en banque par exemple, on passe par le compte déjà ouvert de l'UD, mais impossible de voir si les collègues sont à jour de cotisation... Et le compte d'UD n'a pas autorisation de prélèvements... Les tensions entre les structures pour conserver leurs adhérents, dont les timbres donnent des voix aux congrès, compliquent notre travail.

■ Ali Algul, membre de la CEF

Concernant la syndicalisation sur internet, souvent on ne concrétise pas plus de 2 adhésions sur 10. Après les deux mois payés à l'adhésion, on ne retrouve pas les personnes dans les UL.

Donner 10 % de son temps aux actions interpro de l'UL, ce n'est pas gagné pour le moment, surtout pendant les périodes électorales où il y a tous les PAP à négocier et que nous ne sommes que deux ou trois à pouvoir le faire. On a fait des formations PAP à l'UL, mais peu de camarades s'impliquent.

■ Séverine Cahuet, DSC suppléante Coop Atlantique

Coop Atlantique est l'une des dernières coops de consommateurs, sur 14 départements entre la Loire et la Garonne. On trouve des salariés qui veulent se syndiquer dans les magasins mais quand on leur demande d'aller dans les UL, ça les rebute. On voudrait fonder un syndicat Coop Atlantique.

■ Nicolas Euzenot, DSC Castorama

Pour nos élections professionnelles, le dépôt des listes a été très compliqué. On a dû courir derrière les structures pour syndiquer, pour déposer des listes. On a sollicité la Fédération et les référents qui ont joué le jeu mais on a manqué en réactivité. Les colistiers étaient stressés, d'autant plus qu'à la CFDT, on peut être sur la liste sans être syndiqué, et que cette OS propose une promotion de 50 % à ceux qui viennent sur leur liste.

Il faudrait que l'UL ne fasse pas peur aux syndiqués en leur disant « on veut te voir à toutes les grèves ». Je connais un camarade qui a tellement été cannibalisé par son UL qu'à ses élections il n'a fait que trois voix. On a essayé de faire des syndicats d'établissement à Paris mais sans résultat car les démarches et les contraintes de gestion font fuir.

■ Jean-Jacques Liebert, DSC Printemps

La syndicalisation, pour un grand magasin, ce n'est pas facile. Le Printemps Haussmann, c'est 2800 salariés en régie et 700 salariés Printemps. Nous, on prend tout le monde dans notre syndicat, démo, nettoyage... Dans le magasin, c'est nous qui nous occupons d'eux alors qu'il y a un fort turnover. On a eu des problèmes sur nos statuts alors que le travail est fait pour tous ces salariés qui font partie de notre communauté de travail.

■ Guy-Pascal Giniot, FNAC Darty au siège, UD 94

Sur la disposition demandant de donner 10 % du temps de délégation à l'UL : elle est trop peu respectée, alors que certaines luttes ont été gagnées grâce à l'interpro (à l'Intermarché de Champigny par exemple). Comment on contrôle ça ? Pourrait-on imaginer de passer un accord moral avec ceux que vous mandatez pour qu'ils donnent effectivement leur 10 % à l'interpro, dans le cadre de l'article 16 de statuts ?

■ Anaïs Pascual, Primark



En tant que mandatés de la CGT, nous avons subi beaucoup de répression de la part de notre direction. Depuis septembre, nous nous sommes constitués en syndicat. 100 % de nos syndiqués ont intégré notre CE et on a réussi à organiser notre première grève en décembre, qui a été suivie par les camarades de l'entreprise mais aussi de l'UD, de l'UL et par la Fédération.

■ Romain Bourrel, DSC

Certains ne sont pas dans CoGiTiel mais ont rempli la feuille d'adhésion. Il y a un hic quelque part.

Les formations ne sont pas toujours disponibles, il est difficile de dire plusieurs fois qu'il n'y a pas de place à ceux qui sont demandeurs.

Sur les 10 % le bénévolat est bienvenu aussi.

■ Eduardo Ferreira, Carrefour Market

Je suis en mandat de mon UD 77. Il est souvent difficile de trouver une UL ouverte pour les isolés. On a décidé de créer des syndicats regroupant tous les isolés par UL. On aura donc un syndicat Commerce et Services par territoire. Nous allons commencer à Meaux, puis essayer de déployer cela sur les autres UL.

Attention à bien entrer les camarades sur CoGiTiel sinon il n'y a pas d'inscription possible aux formations pour eux.

■ Yoann Pennnetault DS Tramp et syndicat Commerce 86

Merci à la Fédération d'avoir été présente à notre troisième anniversaire.

Nous avons mis en avant le « 1 + 1 » en allant chercher les isolés, ça marche bien. Notre jeune syndicat représente 3 % des syndiqués de la Vienne, à égalité des cheminots, un gros bastion.

Pour le suivi des cotisations, on demande les fiches de salaires une fois par an, pour régulariser les cotisations sur les augmentations de salaires.

J'ai hésité à prendre la parole car depuis ce matin j'entends beaucoup dire que « ça va mal »... Chez nous, le 10 % est bien respecté, nous avons une permanence hebdomadaire qui fonctionne bien. Alors, je veux dire qu'il faut continuer ensemble, ça peut marcher !

■ Réponses de Charles Dassonville

Sur l'intérim, bien sûr, on prend tout, pas d'état d'âme, il n'y a qu'une CGT, on les aide à participer aux élections.

Certains peuvent être amenés à voter sur deux localités, on donne le vote au syndicat qui est le plus faible. L'intérêt, c'est que la CGT gagne partout ! Partout où c'est possible, on calcule les votes et on s'organise. Pareil chez les intérimaires. On parle avec le donneur d'ordre et on négocie.

Concernant les obligations liées à la syndicalisation, c'est le cas dans toutes les associations ! C'est indispensable car les actions de chacun nous engagent tous. Je comprends la difficulté de faire entrer les cotisations mais c'est incontournable, et en conservant le principe du 1 % de salaire. Ce n'est pas parce que la CFDT fait « Black Friday » toute l'année qu'on doit faire pareil !

Sur les PAP, il ne faut pas se mettre de barrière et entrer dans les entreprises, il faut y aller.

Sur la question de l'ouverture d'un compte bancaire,

depuis le dernier Congrès Confédéral, il est encore plus pénible d'avoir à demander la double validation. Mais il n'est pas logique qu'une banque refuse. Il faut insister, au pire envoyer l'UD.

C'est grâce à des retours comme le tien qu'on a produit le livret pour aider à la mise en place d'un syndicat, que vous avez dans vos mallettes.

Concernant les adhésions sur Internet : on pensait, au niveau confédéral, que ce serait bien mais c'était une fausse bonne idée. Les Fédérations n'ont pas droit de regard. Il faudrait être très réactifs.

Les Coops, je comprends votre demande mais c'est une décision d'organisation à prendre. Au détriment des plus petits ? Et pour quelle vie syndicale derrière ? À des centaines de km les uns des autres ? Vous payez le fait qu'on n'arrive pas à se structurer dans les territoires, mais l'idée est bien d'être au plus près des camarades.

Jean-Jacques, nous sommes d'accord sur l'idée de communauté de travail mais comment on travaille ? Comment on identifie la section de chacun ? Tous ne sont pas des syndiqués du Printemps.

Il y a beaucoup d'autres d'endroits où on a des adhérents qu'on ne connaît pas. Dans les gares, par exemple, beaucoup de syndiqués du Commerce payent leurs cotisations aux cheminots ; dans les centrales, 60 % des agents de Sécurité sont à l'Énergie. Je m'en moque qu'ils restent à l'Énergie, en tant que syndicat, mais qu'ils forment une section Sécurité !

Au Port de Marseille, les 50 syndiqués Sécurité refusent de quitter leur syndicat des docks, pour des questions d'histoires, de culture... Cela ne me pose pas de problème, mais je leur ai demandé de faire une section syndicale ! Comme ça, leur quote-part va à notre Fédération. C'est là qu'il faut changer, sinon ça fausse les chiffres.

Je veux bien faire signer un engagement sur les 10 %, mais ce doit être un acte volontaire. On peut signer un engagement et ne rien faire derrière...

Sur CoGiTiel, je ne vais pas former toute la France... Nous, on forme la direction fédérale, ensuite ça doit essaimer dans les territoires...

■ Réponses d'Amar Lagha

Au Printemps, on peut regarder comment on intègre les camarades. Je n'ai pas de problème avec cela, on doit voir avec le pôle Orga. Chez Sodexo, nous gérons la restauration sur le site de Cadarache pendant des années. Les camarades étaient syndiqués à la fédération Mines Énergie, et identifiés « Sodexo Commerce » mais ils ont fait le choix de voter pour les camarades de la Centrale. Ce sont les règles de la confédération d'identifier les syndiqués par section. S'il y a un problème, vous venez, on discute et on trouve des solutions. L'essentiel : être syndiqué à la CGT.

Charles a présenté des règles de vie syndicale. Cela suscite des débats, c'est normal à la CGT. Nous tenons à nos principes de militants. Négocier à 50 % une cotisation, qu'est-ce que ça veut dire ? Ou accepter que le patron paye tes cotisations si tu acceptes de changer de liste ? C'est une question de conviction : quel syndicat veut-on ? On est la CGT avec ses valeurs.

Sur les 10 %, attention à ce que veulent nous faire croire les tauliers. C'est là qu'on voit qu'il y a des différences entre les formations de la CGT et celles proposées par le patronat. Les heures, même CSE, on peut les utiliser comme on veut, elles n'appartiennent pas à l'entreprise, on peut les utiliser pour son organisation si on veut.

Nous sommes la seule OS avec des UL. S'ils les ont mises en place, les anciens avaient leurs raisons autant. Oui c'est compliqué de les conserver aujourd'hui, car beaucoup de salariés ont perdu du terrain, les chemineaux, les fonctionnaires... À nous de reprendre la place dans les UL ! Nous serons accueillis à bras ouverts, car certaines ne sont tenues que par des retraités ou tiennent lieu de permanence d'avocats. C'est une erreur. Nous avons tous des heures. Je ne veux pas d'un syndicat d'institutionnels.

Si on conserve nos convictions, on peut redevenir ce que la CGT était il y a quelques années : une force de proposition et une organisation qui fait peur aux employeurs.



17H45

***Table ronde « International »,
Solidarité Cuba en présence
des secrétaires généraux
cubains du syndicat
Commerce et
du syndicat Tourisme***

Amar Lagha présente les camarades cubains, Pedro Victor Simon, secrétaire général sortant du syndicat du Commerce et Julio Enrique Morales, secrétaire général du syndicat du Tourisme, ainsi que leurs traductrices, Jenny Urbina et Wafaa Fort.

■ **Pedro Victor Simon**



Merci Amar, Amel, Cédric pour les moments partagés et votre disponibilité. Merci aussi à nos traductrices de fortune.

Mes premières paroles sont pour les travailleurs français de cette Fédération. Je les remercie pour leur solidarité toutes ces dernières années du fait du blocus imposé par les États-Unis qui est devenu le principal obstacle au développement de notre pays.

Ce CFN marque le quatrième anniversaire de nos échanges. Nous avons reçu par deux fois vos délégations, en novembre 2019 dans le cadre des rencontres anti-impérialistes de solidarité avec Cuba et lors de notre Conférence des syndicats.

Ces visites ont consolidé nos relations.

Nous apprécions beaucoup ces relations d'amitié, notre collaboration est très fructueuse pour la défense des droits des travailleurs.

Nous, les Cubains, nous sommes confrontés à d'intenses campagnes médiatiques pour déstabiliser notre pays. Nous affirmons notre volonté de rester unis, pour la défense de projets socialistes.

Nous sommes très heureux qu'Amar nous dise que votre solidarité est indéfectible. Nous serons dignes dépositaires de votre confiance et de votre amitié,

même si nous traversons la situation la plus difficile depuis 64 ans de construction du processus de la révolution cubaine.

Nous vous souhaitons du succès dans vos débats. Contre l'injustice, pour la défense de la paix et des droits des travailleurs, vive la Fédération, vive la solidarité internationale, vive Cuba ! « Hasta la victoria, siempre » !

■ **Julio Enrique Morales**

Merci pour cette invitation par la CGT. Nous apprécions toujours beaucoup quand nous nous rencontrons et nous sommes très heureux d'être ici. C'est pour nous un privilège d'être en France pour partager avec les travailleurs français.

Je vais faire un point sur les relations bilatérales entre Cuba et les États-Unis.

Les piliers qui structurent ces relations sont maintenus : blocus économique, financier et commercial. S'y adjoignent une subversion politique et idéologique et une rhétorique anticubaine qui prend la forme de campagne de discrédit, de discours négatifs contre Cuba au congrès des États-Unis.

Pour faire changer cette politique d'agression, 26 élus démocrates ont écrit au président Biden pour exiger sa révision, notamment pour demander que les sanctions n'entravent pas les efforts de Cuba pour partager les vaccins contre le covid.



Beaucoup de manifestations ont lieu dans le monde entier pour réclamer fin du blocus qui a d'énormes implications.

Cuba ne peut pas exporter vers les États-Unis, ce qui nous prive du plus grand marché du monde. Réciproquement, les États-Unis ne peuvent pas exporter vers Cuba, à l'exception des denrées alimentaires, des produits agricoles et des médicaments mais seulement après de nombreuses formalités. Et ce blocus s'impose de manière extraterritoriale : Cuba ne peut importer des pays tiers aucun produit contenant des composants venant des États-Unis, et réciproquement.

L'utilisation du dollar US nous est interdite. Nos opérations bancaires sont surveillées, et les institutions financières ne nous accordent pas de crédit.

Nous sommes aussi privés d'accès au carburant.

Les restrictions de voyage sont nombreuses, il n'y a pas de tourisme possible à Cuba pour les Américains.

Des mesures visent aussi à retirer à Cuba ses marques commerciales, et les investisseurs qui seraient tentés de placer leurs fonds à Cuba subissent des intimidations.

Le président Biden n'a pas fait avancer les choses contrairement à ses promesses de mandat. Les affrontements qui ont eu lieu dans l'île le 11 juillet 2021 ont été utilisés pour justifier l'absence de changement, et les récentes mesures visent essentiellement à juguler le flux migratoire.

Cuba maintient sa volonté de discuter avec les États-Unis. Le blocus est le principal obstacle au développement de Cuba, dont l'économie, après tant d'années difficile, est toujours viable. La prospérité que nous recherchons et méritons prendra plus de temps à venir, mais nous y arriverons. Cuba restera un peuple souverain et indépendant. Le gouvernement des États-Unis ne changera jamais notre façon de penser. ■



Débats



■ Amar Lagha

Nous l'avons vu lors de nos visites dans l'île : tout est fait pour que les gens ne rendent pas à Cuba. Les douanes ne tamponnent pas les passeports pour ne pas éviter aux voyageurs d'être interdits d'entrée aux États-Unis pour une longue période.

■ Cheriffa Guillaume, membre de la CEF

Que s'est-il passé exactement le 11 juillet 2021 à Cuba ?

Réponse de Simon : des manifestants, pas si nombreux, sont descendus dans la rue pour demander un changement de politique. Il y a eu des vols et de la casse dans les grands centres commerciaux et dans les hôpitaux, à Cardenas, à La Havane à Santiago.

Les fautifs ont été condamnés comme des voleurs mais ce mouvement était organisé et manipulé depuis la Floride pour s'introduire à Cuba. Certains travailleurs qui manifestaient ont été confondus avec ces voleurs.

Pour les États-Unis, cela a justifié de maintenir le blocus. Or il est légitime de manifester, c'est aussi une conséquence du blocus même si on doit le faire pacifiquement, comme nous avons contribué à le faire.

■ Anthony Blin, Truffaut



Est-ce que la politique cubaine est toujours favorable aux travailleurs malgré le blocus ?

Des usines se construisent-elles pour compenser les manques de produits importés ?

Réponse de Simon : toutes les politiques de notre gouvernement ont pour but de protéger tous les travailleurs cubains, toutes les lois qui sont votées reposent sur un accord entre les centrales syndicales et le gouvernement. Les camarades de la Fédération ont d'ailleurs assisté à la signature d'un tel accord. Dans toute l'activité économique cubaine, c'est la ligne directrice. Les syndicats doivent signer

tous les textes qui deviennent une loi concernant les travailleurs. Quand l'accord est validé par eux, il revient devant l'assemblée des travailleurs et ce sont eux qui décident de son application.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a aucun problème interne, autre que ceux liés au blocus. On appelle ça le « blocus intellectuel », celui qui est dans les têtes.

Nous ne voulons pas seulement aider les travailleurs, les femmes, les enfants... mais mettre fin au capitalisme. Le peu que possède notre pays, il veut le partager avec tout le monde, on l'a vu avec nos vaccins qu'on voulait partager pendant le covid, mais les États-Unis n'ont pas voulu. Nous voudrions pouvoir aller partout.

■ Franck Clet, membre de la CEF

Je tiens à dire toute la gratitude et l'émotion que me donne votre présence. Cuba porte beaucoup d'aspirations, votre courage à survivre dans un environnement hostile est un exemple. Votre peuple est courageux, vecteur de beaucoup de force pour les travailleurs dans le monde. Comment on peut concrètement vous aider ?

Réponse de Simon : Venez chez nous ! Nous avons un beau pays, vous serez bien reçus !

Pouvoir sortir du pays pour venir échanger avec vous nous apporte beaucoup. Merci à la salle d'être restée jusqu'au bout de cette longue journée pour nous écouter.

L'aide matérielle que vous nous avez apportée, un conteneur entier pour les femmes cubaines, c'était très important pour nous et nous vous en remercions énormément, l'aide spirituelle, le soutien moral est le plus important.

■ Isabelle Raset, membre de la CEF

Je suis allée à Cuba il y a une dizaine d'années. Diriez-vous que la situation du pays est pire aujourd'hui.

Réponse de Simon : La situation s'est dégradée, sans aucun doute. Deux éléments le prouvent : il y a encore 243 mesures de ce blocus impossibles à supporter et la pandémie de covid est passée par là. De 5 millions de visiteurs chaque année, ce nombre est passé 2,3 millions aujourd'hui, or le tourisme est l'activité principale de Cuba. Mais nous sommes convaincus que même si nous restons les seuls, après la chute de l'URSS, nous allons nous en sortir. Nous n'en sommes pas à notre première crise !

Amar Lagha, SG de la Fédération

Nous allons lancer une autre campagne « Container pour Cuba ». Le pays a besoin de tout, mais avant tout, comme nous l'a dit la ministre que nous avons rencontrée, d'ordinateurs. J'appelle donc toutes nos structures, UL, UD, qui ont du vieux matériel informatique qui fonctionne encore à le ramener pour l'île. L'État, notamment, a besoin de s'informatiser pour dispenser ses aides alimentaires.

Le matériel pour les bébés, produits secs, lait, jouets, couches... manque aussi cruellement. Nous allons lancer une cagnotte pour que chaque syndicat puisse participer aussi mais aussi une collecte. Même s'il reste fier et debout, ce peuple a besoin de tout.

En symbole de solidarité, Amar Lagha remet au camarade quelques cadeaux : un polo rouge marqué du logo de la Fédération et du drapeau Cuba, un mug, une médaille de solidarité et du champagne. Comme Simon a 60 ans aujourd'hui Simon, l'assemblée lui chante « joyeux anniversaire » ! Puis chacun brandit les feuilles affichant le soutien à Cuba et à Gaza en chantant « El Pueblo unido ».



MERCREDI 13 DÉCEMBRE

9H

***Début des travaux
de la seconde journée***

9H30

***Lancement du 16^{ème}
congrès fédéral***

***Rapport d'actualité présenté par
Elodie Ferrier, secrétaire fédérale***

*Présents à la tribune : Amar Lagha, Patricia
Alonso, Stéphane Leroux, Gaétan Couturier,
Cédrick Hafner*

Patricia Alonso ouvre la matinée.

Gaétan Couturier rappelle les règles de vie.

Le premier don pour le prochain conteneur de solidarité à destination de Cuba vient d'arriver : un jouet pour enfant. Merci les camarades.

J'en appelle aussi à la solidarité pour les camarades d'Habitat. Certains n'ont plus de salaire depuis deux mois et se retrouvent à découvert. Une cagnotte de solidarité va être lancée par la Fédération. Les chèques peuvent être envoyés au siège avec mention « solidarité Habitat ».

Nous vivons ce matin un moment historique pour notre Fédération. Depuis sa création, c'est toujours la direction fédérale qui a lancé le congrès. Pour la première fois depuis la révision de nos statuts à Marseille en 2021, qui donne plus de poids démocratique à nos camarades dans les territoires, c'est le CFN qui va le faire.

Comme en 2022, nous avons souhaité inviter tous les DSC et DSN à participer à ce CFN, mais conformément aux règles statutaires, seuls les camarades porteurs d'un mandat peuvent voter.

Nous allons mettre aux voix de ce CFN une résolution pour mieux représenter les syndiqués dits « isolés », « invisibles » ou encore « individuels » - même si nous n'aimons

pas ces mots - lors de notre prochain congrès : si la résolution est adoptée aujourd'hui, des assemblées générales de ces syndiqués seront organisées dans tous les départements pour permettre leur meilleure représentation. Cela va dans le sens de la révision de nos statuts adoptée à Marseille, pour permettre une réelle expression démocratique de toutes nos forces, et qui tient compte de l'évolution du salariat dans nos secteurs

En vertu de l'article 10.2 de nos statuts, le congrès fédéral est convoqué par le CFN. Les dates et lieu sont validés par le CFN, sur proposition de la Commission Exécutive Fédérale.

Depuis plus d'un an déjà, la CEF prépare notre prochain congrès. Réunie en formation plénière le 9 décembre dernier, elle a décidé de vous proposer d'organiser notre 16^{ème} congrès fédéral à La Rochelle (Charente-Maritime), du 8 au 12 décembre 2024.

Cette ville offre toutes les conditions de bonne organisation, financières, logistiques, à la différence de la ville de Mandelieu (Alpes-Maritimes), un temps envisagée mais trop chère.

Conformément à l'article 10.4 de nos statuts, la CEF propose de retenir les exercices 2021-2022-2023 pour le calcul du nombre de voix auquel aura droit chaque syndicat ou section de syndiqués (moyenne des cotisations versées à CoGéTise au cours des trois derniers exercices).

L'article 10.5 dispose que pour envoyer un délégué au congrès, il faut avoir de 20 à 99 syndiqués (soit de 200 à 999 cotisations réglées) ; et qu'il faut avoir 100 syndiqués ou plus (1000 cotisations réglées) pour en envoyer un second.

Pour mieux prendre en compte les petits syndicats, nous proposons qu'il suffise d'avoir 10 syndiqués (100 cotisations réglées) pour envoyer un délégué. Le second palier pour envoyer un second délégué restant inchangé.

Et parce que nous souhaitons aussi que tous ceux qui ne sont pas dans un syndicat qui remplissent ces critères puissent aussi être représentés lors du prochain congrès, les

syndiqués dits « isolés » participeront à une assemblée générale au niveau de leur département, pour désigner un délégué qui les représentera. Nous ne pouvons plus laisser plus de 60 % de nos forces hors de nos débats. Cela nous a valu quelques attaques, mais les congressistes de Marseille ont décidé de changer nos statuts pour aller dans ce sens, et c'est aujourd'hui la règle qui s'applique aussi au niveau de la Confédération.

Sans cette nouvelle clé de répartition des statuts, le nombre de délégués serait de 164. Avec cette nouvelle clé de répartition, que nous vous proposons d'adopter aujourd'hui, leur nombre va considérablement augmenter, pour atteindre environ 400 délégués.

À titre exceptionnel, la clé de répartition pourra être modifiée pour tenir compte des impératifs d'organisation matériels et financiers, comme le prévoient



Comité Fédéral National

nos statuts.

Pour ce qui est des modalités de prise en charge, conformément à l'article 10.6, la Fédération participera selon ses moyens. Nous proposons une participation de 100 euros par délégué.

Tous ces points sont récapitulés dans la délibération qui va vous être distribuée, et sur laquelle nous voterons après notre débat.

Le congrès des syndiqués est un moment démocratique de l'organisation où on peut tout se dire, où on doit échanger, le CFN aussi. Je répondrai donc à toutes les questions. ■

Lancement du 16^{ème} congrès fédéral



Débats



■ Muriel Woldrich, DSC Kiabi

Le problème reste entier pour les syndiqués dans les UL qui ne peuvent pas participer au congrès fédéral car ne faisant pas partie d'un syndicat constitué. Il peut exister un syndicat départemental, mais ils n'en font pas partie puisqu'ils cotisent à l'UL. C'est le cas dans mon département avec 80 syndiqués de la Sécurité, mais cette situation doit exister partout en France. Tu vas me dire qu'il faut créer un syndicat mais ça n'a pas encore pu se faire.

Les bons de soutien pour aider à faire payer les 100 euros vont-ils être renouvelés ?

■ Edouardo Ferreiran Carrefour Market

Qui aura la charge d'organiser cette AG pour les « isolés » ? L'UD ?

Et si on dépasse les 100 « isolés », auront-ils plus d'un délégué ?

■ Ratiba Hamache, membre de la CEF



Tout à fait d'accord pour mieux associer les « isolés », les « individuels »... Il ne faut pas oublier que ceux qui sont enregistrés en multipro sont en demande, et qu'ils ont besoin d'être formés pour assurer la relève. Il est indispensable d'identifier au sein des UL ceux qui relèvent du Commerce et des Services.

■ Patrick Rouzière, membre de la CEF

Sur les 400 délégués, les « départementaux » seront inclus ? J'ai l'impression d'un recul du nombre de participants par rapport au congrès de Marseille.

C'est très bien de modifier la clé de répartition, mais c'est le grand écart avec les statuts. Va-t-on les modifier pour éviter les polémiques ?

■ Clément Gaborit, DSN But

Je suis ravi, au nom de l'UL de La Rochelle, d'accueillir le prochain congrès de la Fédération. Nous sommes prêts à aider pour en faire un super congrès qui nous placera en position de force pour gagner les combats des salariés.

Avez-vous évalué combien nous pourrions avoir de délégués supplémentaires grâce à cette ouverture ?

■ Réponses d'Amar Lagha

Tu as raison, Muriel, il y a énormément de camarades dans les UL qui ne sont pas rattachés à un syndicat d'enseigne. Nous allons prendre les voix du syndicat départemental (1 ou 2 représentants) ET nous allons organiser une assemblée générale pour ceux qui n'en font pas partie. Cela fait vraiment trop longtemps que les « individuels », qui représentent parfois jusqu'à 70 % des effectifs du Commerce et des Services dans les UL, ne sont pas représentés. Il est temps de leur ouvrir la porte.

C'est la Fédération qui organisera les AG départementales, en invitant tout le monde. Et il y aura un seul mandat par département quand bien même il devrait y avoir 700 isolés, c'est un choix politique.

Oui, les 96 départements sont inclus dans le nombre de 400 proposé, et c'est un nombre supérieur d'une soixantaine de délégués par rapport à Marseille où 360 délégués étaient venus. Nous pouvons difficilement faire plus, sauf à changer de catégorie de salle de congrès, ce qui aurait un coût énorme pour la Fédération.

La nouveauté, si le CFN le décide aujourd'hui, c'est que pourront être représentés les syndiqués qui ne sont pas issus de syndicats statutaires. C'est tout le sens de cette résolution sur laquelle nous allons voter, et que la CEF de novembre a décidé à l'unanimité de soumettre au débat. Elle ne s'appliquera qu'au prochain congrès.

On ne « prend » pas des isolés au Congrès, on donne mandat aux départements de les représenter.

Grâce à cette ouverture, nous devrions avoir 80 à 100 délégués supplémentaires. L'Orga a fait des simulations, en fonction du nombre minimal de salarié fixé pour avoir un représentant. Nous avons 700 syndicats statutaires. Avec les critères de représentation actuels, la moitié des forces ne sont pas représentées. Si on descend à 10 salariés, on arrive à 345 représentants. C'est la clé de répartition qu'on se donne pour tenir compte de l'évolution du salaire de nos secteurs.

Ça coûte cher à la Fédération, mais c'est notre fierté de prendre tout en charge. Dans beaucoup d'autres organisations, ce sont les syndicats qui assument

tous les frais. Chez nous, la Fédération s'occupe de tout ou presque. La contribution demandée de 100 euros contribue seulement à atteindre l'équilibre. Aujourd'hui, nos finances nous le permettent.

Nous ne modifierons pas les statuts. Nous espérons connaître une époque où nous n'aurons plus de salariés isolés dans le Commerce et les Services... Pour le moment, il faut conserver cette souplesse dans nos statuts. Si de nouveaux syndicats d'entreprise, ou de nouveaux syndicats interprofessionnels départementaux se créent partout, on ne parlera plus de ce problème.

Concernant les bons de soutien, ils ne seront pas renouvelés. On l'a fait pour le congrès confédéral mais ce ne sera pas le cas pour notre congrès fédéral. Cent euros, c'est une somme qui semble supportable pour un syndicat. Cela dit, les départements seront examinés au cas par cas, pour répondre aux situations particulières.

Comme il n'y a plus de questions inscrites, Patricia Alonso demande de procéder au vote, à main levée des participants ayant un mandat.



La résolution est adoptée à l'unanimité moins une abstention.

Délibérations du Comité Fédéral National

Comité
Fédéral
National
2023

Cher-es camarades,

Le Comité National Fédéral qui s'est tenu les 12 et 13 décembre 2023 à Montreuil et qui a réuni près de 300 militants, représentant 70 départements, a débattu de l'actualité politique, économique et sociale.

Ces échanges ont permis de dresser un second bilan sur la mise en œuvre des résolutions issues du 15^{ème} congrès fédéral, validant ainsi la démarche fédérale sur notre activité revendicative.

Les élections professionnelles constituant un défi majeur pour notre organisation, le CFN a fait des prochaines élections TPE une priorité et a acté le lancement d'une campagne fédérale ciblée vers les TPE.

Dans le cadre de notre orientation fédérale appuyée sur l'internationalisme, ce CFN, avec la présence des responsables cubains du tourisme et du commerce, a lancé officiellement une grande initiative de solidarité par l'envoi de matériels et de diverses denrées.

Compte tenu des enjeux actuels et à venir, et pour y répondre, le CFN a décidé d'appeler à 2 journées de grèves et de mobilisations pour nos salaires et nos conditions de travail.

- La première journée de grève et de mobilisations a été actée pour fin janvier 2024 devant le siège français du Comité International Olympique.
- La deuxième journée de grève et de mobilisations a été actée pour le 8 mars à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Enfin et pour la première fois dans l'histoire de notre fédération, le CFN a lancé officiellement le 16^{ème} congrès fédéral, qui se tiendra du 8 au 12 décembre 2024 à La Rochelle. Vous retrouverez en pièce jointe la déclaration validée par le CFN.

Et parce que la lutte ne connaît pas la trêve, le CFN appelle, dès ce jour, l'ensemble des travailleuses et travailleurs du commerce et des services à multiplier les actions et les grèves pour les salaires et les conditions de travail.

HASTA LA VICTORIA SIEMPRE !



Fédération CGT Commerce et Services

263 rue de Paris - Case 425 - 93514 Montreuil cedex

Tél : 01 55 82 76 79 - Fax : 01 55 82 76 86



@CGTCommerceServices



@CGT_Commerce



@cgt_commerce



<https://www.commerce.cgt.fr/>

Campagne TPE

10H30

***Campagne TPE
présenté par Stéphane Fustec***

Avant de vous présenter la prochaine campagne TPE, je veux rappeler le poids de cette élection en projetant quelques diapositives.

■ Les règles de représentativité

Avant 2008, nous avons, comme quatre autres organisations syndicales, une présomption de représentativité irréfragable, dont les critères commençaient à être obsolètes, en particulier celui concernant « l'attitude patriotique pendant l'Occupation ». En 2008, avec les autres OS, la CGT a adopté une position commune pour revoir ces critères. Aujourd'hui, ils sont plus nombreux et donnent plus de poids aux effectifs.

La représentativité est donc désormais basée sur les résultats électoraux. En 2016, aux élections TPE, la CFDT avait 80 605 voix d'avance sur la CGT ; en 2021, cet écart s'élevait à 191 000 voix. Il s'est donc aggravé. Ces élections TPE n'emportent pas toute la représentativité, mais c'est un petit morceau mais qui a son importance.

Le plus frappant, c'est le faible taux de participation, qui a chuté de 10,38 % en 2021 à 5,44 % en 2022. C'est une catastrophe, un jour, si cela continue ainsi, il n'y aura plus d'élection.

Nous sommes les premiers pénalisés par cette érosion, étant encore les premiers pour l'instant. Elle touche toutes les OS, à l'exception de l'UNSA, qui n'était pas représentatif en 2012 et qui est maintenant juste derrière la CFDT, et une nouvelle progression lors du prochain scrutin n'est pas à exclure.



En 2021, nous avons obtenu 67 634 voix, dont 23 747 sur 5 branches : salariés du particulier employeur (PAP), Assistants maternels, HCR, Concierges Gardiens d'immeuble et Commerce de gros.

Ce scrutin n'attire pas les foules car le vote se fait sur sigle, les salariés ne voient pas clairement quel est leur intérêt à voter. On peut ajouter à cela la mauvaise volonté du gouvernement qui met peu de moyens pour médiatiser cette élection.

Or elle sert à mesurer la représentativité et à désigner des représentants dans différents comités paritaires régionaux : CPRI (interpro), CPRL (prof. libérales), CPRIA (artisanat), CPT (emploi à domicile). Et pour deux branches, elle fixe directement la représentativité dans la branche car pas de CSE dans ces branches (PAP et Concierges et Gardiens d'immeuble).

Il faut faire comprendre les enjeux de cette élection aux salariés à partir d'exemples concrets. Ainsi, pour les salariés du PAP et de l'emploi à domicile, il faut parler de ce que nous avons créé pour eux, de manière paritaire : la plateforme « France Emploi Domicile », lancée lors du dernier congrès des Maires de France, qui va devenir incontournable pour déclarer les salariés, les inscrire à la visite médicale, leur permettre de bénéficier de l'intermédiation, et appeler au vote.

Cette plateforme met en avant les nouveaux droits issus de la nouvelle convention collective effective depuis le 1^{er} janvier 2022.

Nous avons aussi créé le plus grand CSE de France, avec une plateforme numérique dédiée, et des activités collectives gérées par les commissions paritaires territoriales.

Sur les salariés PAP, la CGT arrive en tête avec 25,40 % des voix. À Paris, où nous sommes particulièrement actifs, ce taux atteint 38,82 %, ce qui montre que le travail de terrain paye.

■ La campagne TPE à venir

Nous avons des outils, en particulier notre site internet dédié (respecgt.fr) où les UL peuvent trouver des ressources, comme des tracts personnalisables, ce qui correspond à une forte attente des territoires, ou encore des outils print, des contrats de travail type, la convention collective traduite en 4 langues...

Nous avons aussi nos outils sur les réseaux sociaux, un blog, un site dédié aux « métiers du lien ». Nous avons d'ailleurs mené une enquête pour savoir ce que les gens regardaient le plus, (Facebook, TikTok...) pour cibler au mieux nos campagnes.

Nous avons aussi les pétitions (sur les retraites, la pénibilité), des webinaires, nous sommes présents

à la fête de l'Huma, qui est une belle vitrine pour montrer ce qui est fait. Nous avons d'ailleurs lancé cette campagne TPE lors de la dernière édition.

Voici son calendrier :

Septembre-décembre 2023 :

- plan de travail avec les comités régionaux,
- remise à jour des tracts et visuels,
- récupération des fichiers d'adresse des AM (autorisé par Code et gratuit)

Janvier-juillet 2024 :

- 6 étapes de proximité dans les régions et en direction des saisonniers, avec un dispositif léger qui s'installera dans les villes qui ont envie de s'impliquer
- 1re vague d'annonces à la presse

Septembre-décembre 2024 :

- 6 étapes supplémentaires
 - 2e vague d'annonce presse/radio/TV
- 25 novembre-9 décembre 2024 : élections

Cette campagne est l'affaire de toute la CGT qui doit impulser et mutualiser la campagne. Il faut rationaliser nos actions, éviter doublons ou triplons, comme les courriers envoyés de manière concomitante par les UL, les UD, la Fédé... Les militants sont perdus.

Nous connaissons tous des salariés des TPE : il faut leur expliquer les enjeux, et leur montrer concrètement les avantages qu'on obtient en s'engageant (qui sont certes plus facile à obtenir de manière paritaire avec la FEPÉM qu'avec le MEDEF...)

La CEF fera des points réguliers. J'espère vraiment un appui confédéral.

Sur la représentativité syndicale, on est à un moment dangereux, et sur le plan politique aussi, avec l'extrême droite aux portes du pouvoir. Nous sommes un rempart et devons le rester.

Isabelle Michaux, secrétaire générale de l'UL et du syndicat PAP de l'Yonne, qui préside en outre les CPRI et CPT en Bourgogne Franche-Comté.

Je veux le rappeler avec encore plus de hargne que Stéphane : les salariés concernés par ces élections, ce sont 5 millions d'électeurs potentiels pour la CGT ! 3,6 dans les TPE et 1,4 dans les services aux personnes. C'est énorme !

Mais ce sont des travailleurs difficiles à atteindre : des assistantes maternelles, des coiffeuses, des vendeuses en boulangerie, des mécanos dans les garages...



Pourtant, on en connaît tous un ou une ! On est tous en capacité de faire voter une personne.

On nous donne 270 000 adresses mails, mais à 10, qu'est-ce qu'on en fait si on ne bosse pas en interpro dans nos UL et UD ?

Lors de la précédente campagne, l'UNSA a contacté certaines assistantes maternelles en leur expliquant que le vote était compliqué, et qu'ils pouvaient le faire pour elles... Certaines me l'ont dit : « J'ai donné

mes codes, c'était très compliqué ».

On peut trouver cela immoral mais on va le faire, si c'est ce qu'il faut pour battre l'UNSA.

Quant aux conseillers prud'homaux, leur nombre est calculé en fonction de la participation ! On a perdu 10 conseillers sur 20 dans l'Yonne, qu'on avait formés ! La CFDT a pris nos places.

Or c'est important pour tout le monde, car tous types de travailleurs utilisent les prud'hommes, pas que les salariés de nos secteurs commerce et services. ■

L'emploi à domicile, ce sont 5 millions de salariés, l'équivalent des effectifs de la Fonction publique ! On ne peut plus se contenter de dire qu'il s'agit de « salariés isolés » et ne rien leur proposer.

Même si certaines fédérations de la CGT ne sont pas concernées, c'est toute la Confédération qui doit se mobiliser.

Débats



■ Carmen Magalhaes, Armand Thierry

Comme ma collègue, je pense que les salariés pourraient davantage voter pour nous si on leur expliquait qu'on les représente aux conseils prud'hommes. FO et la CFDT ont repris les 2 postes qu'on a perdus dans ces conseils des prud'hommes, et ils sont beaucoup moins bien formés que nous.

■ Fabien Beiersdorff, membre de la CEF



Je salue le travail de Stéphane depuis des années sur ce sujet. Disney s'est rapproché de la Fédération pour organiser une action : nous allons détacher des camarades pendant 3 jours, dans toutes les communes de Disney, et 30 jours de formation seront mis à disposition. Il est essentiel d'aller directement à la rencontre de ces salariés.

■ Ali Algul, membre de la CEF

Merci, Stéphane, pour le travail que tu accomplis sur ce sujet depuis des années.

La première camarade qui a pris la parole a tout dit. Notre Fédération est la seule à faire ce travail de terrain. Espérons que la CGT prenne le relais.

Localement, dans mon UL, nous tractons dans les cafés, les restaurants, et nous mettons en place un bureau de vote pour ceux qui n'ont pas les moyens de voter électroniquement depuis chez eux. Moi aussi, je suis allé chercher ceux que je connaissais dans le coin... J'ai voté au moins pour 10 personnes, on n'a pas le choix !

Sur l'affichage, il faut peut-être le faire un peu plus tôt : quand les gens reçoivent la lettre de l'UL, souvent il est trop tard. Ils la mettent à la poubelle s'ils n'ont pas déjà entendu parler du sujet avant.

■ Gaétan Couturier, membre de la CEF

Le succès de la campagne menée dans le centre-ville de Rouen le 30 novembre dernier montre que le travail de terrain porte ses fruits.

■ Franck Clet, membre de la CEF

Le relais des professions et des territoires est essentiel : il faut des campagnes locales auprès de ces « invisibles », il faut les valoriser car ce sont les forces vives de leurs entreprises.

La loi de 2008, notre Fédération s'y était opposée à l'époque. Avec l'extrême droite aux portes du pouvoir, retenir le critère de s'être battu contre le fascisme reste valable selon moi : c'est une fierté, cela représente des valeurs, et c'est une réalité historique pour la CGT qui a donné le plus grand nombre de résistants.

Au niveau des Prud'hommes, lier la nomination des conseillers à cette représentativité est aberrant : nous sommes le seul pays au monde où des non-professionnels non élus jugent et prennent des décisions pour des autres. Nous avons perdu les moyens que l'État nous donnait pour organiser leur élection, c'est très préjudiciable pour la mise en place d'un syndicalisme de masse capable de changer la société capitaliste.

■ Clément Gaborit, DSN But

Merci Stéphane, on apprend beaucoup avec cette présentation. Si tu veux bien nous l'envoyer, je suis intéressé.

On fait la campagne... On dit qu'on va pérenniser... Mais pendant 4 ans, rien ne se passe... Or on le sait : une élection ne se gagne pas pendant la campagne mais pendant les années de mandat. Il faut démontrer l'importance de ces commissions, et mettre en évidence ce qu'on a obtenu d'utile pour les travailleurs.

Concrètement, depuis 2012, on gagne sur la notoriété de la CGT, et on a marqué des points avec la mobilisation contre la réforme des retraites. Cela peut nous servir de tremplin. Mais si on a gagné en crédibilité, c'est qu'on était présent sur le terrain, dans la rue ! C'est ce qu'il faut faire avec cette campagne, et pas seulement du publipostage. Nous devons aller sur place, avec les UL, les UD, les syndicats Commerce. À La Rochelle, pendant les Francfolies, les saisonniers ont réservé un très bon accueil à notre campagne. Ils avaient des choses à nous dire. Pour cette campagne TPE, ce sera pareil, il faudra être très au fait du sujet.

Ce scrutin est capital pour les sièges aux Prud'hommes, pour la représentation dans les commissions paritaires mais aussi pour la représentativité de la CGT au plan national. Veut-on abandonner la première place à la CFDT ? Non. On l'a vu dans la rue : elle revient à la CGT.

Même si cela passe par le fait d'accompagner les salariés à voter, il faut le faire.

Comité Fédéral National

Ratiba Hamache, membre de la CEF

Oui, il serait utile de nous transmettre la présentation de Stéphane.

En ce qui concerne les fichiers nationaux, vont-ils être divisés par zone géographique et transmis localement ? Ils seraient très utiles pour identifier ces personnes relevant de la Fédération dans les UL.

Réponses de Stéphane Fustec

L'utilisation de ce type de fichiers est très réglementée. L'accès à celui des assistants maternels et de leurs adresses mails est prévu par le Code, mais nous ne pourrions pas les distribuer. La CNIL est très sévère en cas d'infraction.

Cela dit, vous aurez accès à une carte interactive des TPE sur le site dédié CGT TPE.

La CGT bénéficie de sa notoriété, c'est vrai mais ce qui est important, je l'entends souvent, c'est de répondre au téléphone ! C'est aussi simple que cela pour les travailleurs.

L'initiative de Disney est géniale : tout se joue dans un mouchoir de poche, alors consacrer quelques heures à faire campagne dans un centre commercial peut apporter beaucoup.

Et c'est vrai : y'en a marre d'être 2^{ème} au plan national, il n'y a que 200 000 voix d'écart, on doit aller les chercher !



Commerce Usion

11H

***Conclusion
par Amar Lagha,
secrétaire général de
la Fédération CGT Commerce et
Services***

Je tiens à redire que cette campagne TPE concerne toute la CGT : il faut aller chercher chaque voix, partout où c'est possible, c'est notre devoir à tous.

L'UNSA progresse et menace de prendre la 2e à la place de FO ? Voire notre 1re place ? Je ne suis pas d'accord pour dire que c'est « la faute de la confédération » car nous sommes tous « la CGT ».

Du matériel sera mis à disposition, et nous avons voté un budget à la hauteur de l'enjeu. Tous les liens nécessaires pour s'informer seront disponibles sur le site de la Fédération, et nous mentionnerons régulièrement cette campagne dans toutes nos communications.

Être « n°1 » n'est pas une fin en soi : c'est parce que le gouvernement a forcé plus de considération pour l'organisation syndicale arrivée en tête, et les médias aussi qu'il faut être premier. Pour imposer notre point de vue.

D'autant plus qu'aux informations, quand la CGT perd quelques centimes ou une première place, les journaux le claironnent, comme pour la fédération de l'Energie récemment, alors que quand on la conserve, comme récemment encore dans les services publics, l'événement est passé sous silence. C'est pour cela qu'il nous faut prendre à bras-le-corps cette campagne TPE, notre avenir en dépend.



Ces deux derniers jours, notre CFN a aussi débattu du prochain congrès, et des rapports présentés d'abord par Amel, avec notamment notre projet de préparer un texte de loi pour pénaliser les licenciements boursiers, et ensuite par Charles, sur l'état de l'orga et la réalité de nos forces. À ce sujet, il est très important que chacun d'entre nous fasse le point dans son UL pour vérifier que les cotisations Commerce et Services sont bien identifiées. Cela évitera une perte de temps. Il reste 20 jours avant la clôture des cotisations pour aller vérifier.

Enfin, on ne peut pas quitter ce CFN sans parler d'actualité, car un CFN doit porter des perspectives et donner des pistes.

Nous pensons qu'il nous faut décider d'une mobilisation dans nos branches pour fin janvier l'année

prochaine. Sinon, il ne se passera rien avant le 8 mars.

Choisissons ensemble la forme que prendra cette action : rassemblement ? action coup de poing... ? Beaucoup ont parlé de la perspective des Jeux olympiques, en particulier les camarades de la Sécurité et de la Sûreté. Pourquoi ne pas envisager un rassemblement devant le siège du comité d'organisation des JO, pour mettre la pression et être entendus sur nos demandes de hausse de salaires, notre refus des horaires à la carte l'été prochain ? Je vous propose que le CFN en débattenne et prenne une décision.

Je sais que décembre va être une période de grève pour beaucoup de camarades, ceux de Casino notamment, et nous allons les soutenir. Nous participerons à vos mouvements, et si besoin, nous en appellerons à la mobilisation nationale. Ce qui vous arrive pourrait arriver à chacun d'entre nous, nous devons être présents à vos côtés.

Nous serons également présents en solidarité avec la camarade de Métro, à Nanterre vendredi prochain 15 décembre. Venez tous, ou bien, dans vos départements, organisez une action symbolique devant un magasin ! On peut envoyer des motions de soutien pour remplir la boîte mail de votre taulier...

Vous venez de lancer quasiment à l'unanimité notre prochain congrès, c'est un moment historique. Ce congrès doit nous permettre de réfléchir sur le projet collectif politique que nous voulons porter pour les travailleurs du Commerce et des Services.

L'idée est de travailler sur une résolution faisant avancer l'unification des conventions collectives, pour n'en avoir plus que trois, une pour les Services, une pour le Commerce, et une troisième pour le Tourisme/HCR. Pour que nous ayons tous les mêmes droits et pour créer un rapport de force gagnant contre le patronat.

Je vous invite à vous rapprocher de la Fédération pour nous faire part des autres thèmes que vous souhaiteriez inscrire aux débats de notre prochain congrès de La Rochelle.

Comité Fédéral National

Pour ce CFN, nous avons été très honorés d'avoir avec nous les camarades cubains (applaudissements). Encore merci pour les premiers dons : j'apprends que 300 paquets de couches Biocoop vont rejoindre notre conteneur, qu'un « petit syndicat » a fait un don de 500 euros et que les collectes de jouets s'organisent... Nous allons créer une boîte mail dédiée au plus vite car le peuple cubain a besoin de tout. Les premières victimes de ce blocus injuste et illégal sont les femmes et les enfants. Voilà ce que le soi-disant pays démocratique américain impose à nos frères cubains.

En attendant, est-ce que chacun s'engage à venir avec 10 personnes pour notre mobilisation fin janvier devant le siège des JO ? Nous sommes 300 rassemblés aujourd'hui, cela pourrait faire du monde... La CEF validera la date (et ce ne sera pas un samedi).

Nous assumons que cette mobilisation puisse faire grincer des dents en interne : nous devons utiliser cette fenêtre pour faire parler de nos secteurs. Pendant la crise du covid, la ministre du Travail en exercice nous avait promis les yeux dans les yeux de rouvrir toutes les négociations après le dévouement des salariés du Commerce et des Services. On s'est fait bananer. Alors, qu'on ne vienne pas nous dire aujourd'hui qu'on « prend les JO en otage ».

Nous assumerons collectivement les actions qui seront menées. La Fédération sera avec ceux qui veulent aller au combat, mais pour cela, il faut qu'on soit nombreux, et c'est ce qu'on doit valider aujourd'hui. Si on est 2000, ça marquera, sinon cela ne sert à rien. La Fédération prendra en charge tous les frais. Je souhaiterais un vote pour m'assurer de votre accord, ou de très forts applaudissements... (Très forts applaudissements)

Exceptionnellement, les camarades cubains vont faire le mot de clôture.

■ Pedro Victor Simon

Je remercie encore la Fédération pour le partage de ce CFN. Les travailleurs du monde, unis, peuvent défendre leurs droits, nos droits fondamentaux. Notre force est la plus importante pour lutter pour la justice et la paix. Ce qu'on a entendu ce matin fait chaud au cœur. Merci d'avoir fait preuve de tant d'amour et de solidarité envers Cuba (larmes d'émotion).

Le plus précieux pour une société ce sont les enfants, et les enfants de Cuba manquent de tout. Pas juste que certains aient tant dans ce monde, et d'autres rien. Mais votre solidarité leur apporte beaucoup.

■ Julio Enrique Morales

Je réitère les remerciements de Simon. Un tel événement se clôt avec une seule phrase, internationale : « ¡ Hasta la victoria siempre ! » ■







Fédération CGT Commerce,
Distribution & Services

263 rue de Paris – Case 425
93514 Montreuil Cedex

Tél : 01 55 82 76 79 – Fax : 01 55 82 76 86

fd.commerce.services@cgt.fr

<http://www.commerce.cgt.fr>